

RAPPORT ANNUEL 2023





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Bastos, Rue Joseph Mballa Eloumdem

B.P. : 35567 Yaoundé ☎ Tél. : (+237) 222 23 61 03

E-mail : info@cdec.cm ☎ Site internet : www.cdec.cm

DEPOSITS AND CONSIGNMENTS FUND



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

RAPPORT ANNUEL 2023 CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Directeur de publication

M. EVINA OBAM Richard

Rédacteur-en-chef

M. ZE MENDO Gérard

Coordonnateur à la publication

M. OTTOU OWONA Yvan Serge

Comité éditorial

Mme BETI Gina épse MONTHE

Mme NDILLE Sherryll Ahone

Conception Graphique

EVARA Solutions

(+237) 699 33 52 03

Impression

EVARA Solutions

(+237) 699 33 52 03

SOMMAIRE

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Tutelles et Conseil d'Administration
Organigramme

08

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

10

RÉSUMÉ FINANCIER

11

FAITS MARQUANTS

12

INTRODUCTION

14

CONTEXTE HISTORIQUE AUTOUR DE LA GENÈSE DE LA CDEC

16

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

20

Global
Afrique subsaharienne
Cameroun

RAPPORT D'ACTIVITÉS

28

Gouvernance et Opérationnalisation
Mobilisation des Ressources
Installations Générales et Gestion des Ressources Humaines

RAPPORT FINANCIER

46

PERSPECTIVES

50



S.E PAUL BIYA
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

LOI N°2008/003 DU 14 AVRIL 2008 RÉGISSANT LES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'assemblée nationale a délibéré et adopté,
Le président de la république promulgue la loi dont la teneur suit :

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- Article 1^{er} :** la présente loi régit les dépôts et consignations au Cameroun.
- Article 2 :** les dépôts et consignations sont une activité s'inscrivant dans le cadre d'une mission de service public, consistant à recevoir, à conserver et à gérer les avoirs publics ou privés.
- Article 3 :** (1) le service public des dépôts et consignations est assuré par un établissement public type particulier, dénommé « Caisse des Dépôts et Consignations ».
- (2) L'organisation et le fonctionnement de la Caisse des Dépôts et Consignations sont fixés par décret du Président la République.
- Article 4 :** la Caisse des Dépôts et Consignations peut concourir au développement économique du pays, par l'intermédiaire des structures spécialisées, selon les priorités définies par le gouvernement.

S.E PAUL BIYA , PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE



S.E Dr. JOSEPH DION NGUTE
Premier Ministre, Chef du Gouvernement



M. LOUIS PAUL MOTAZE
Ministre des Finances



M. EVINA OBAM Richard
Directeur Général



M. MOH TANGONGHO Sylvester
Président du Conseil d'Administration



Mme SOPPO ETAME Anne
Geneviève épouse KINGUE
Directeur Général Adjoint



STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

TUTELLE TECHNIQUE / FINANCIÈRE

Ministère des Finances (MINFI)

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT

M. MOH TANGONGHO Sylvester

Directeur Général du Trésor, de la Coopération Financière et Monétaire

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. AYEM MOGER Jean-Claude

Représentant de la Présidence de la République

M. NOAH Jean François

Représentant des Services du Premier Ministre

M. METOU'OU AMVELA Constant Roger

Représentant du Ministère des Finances

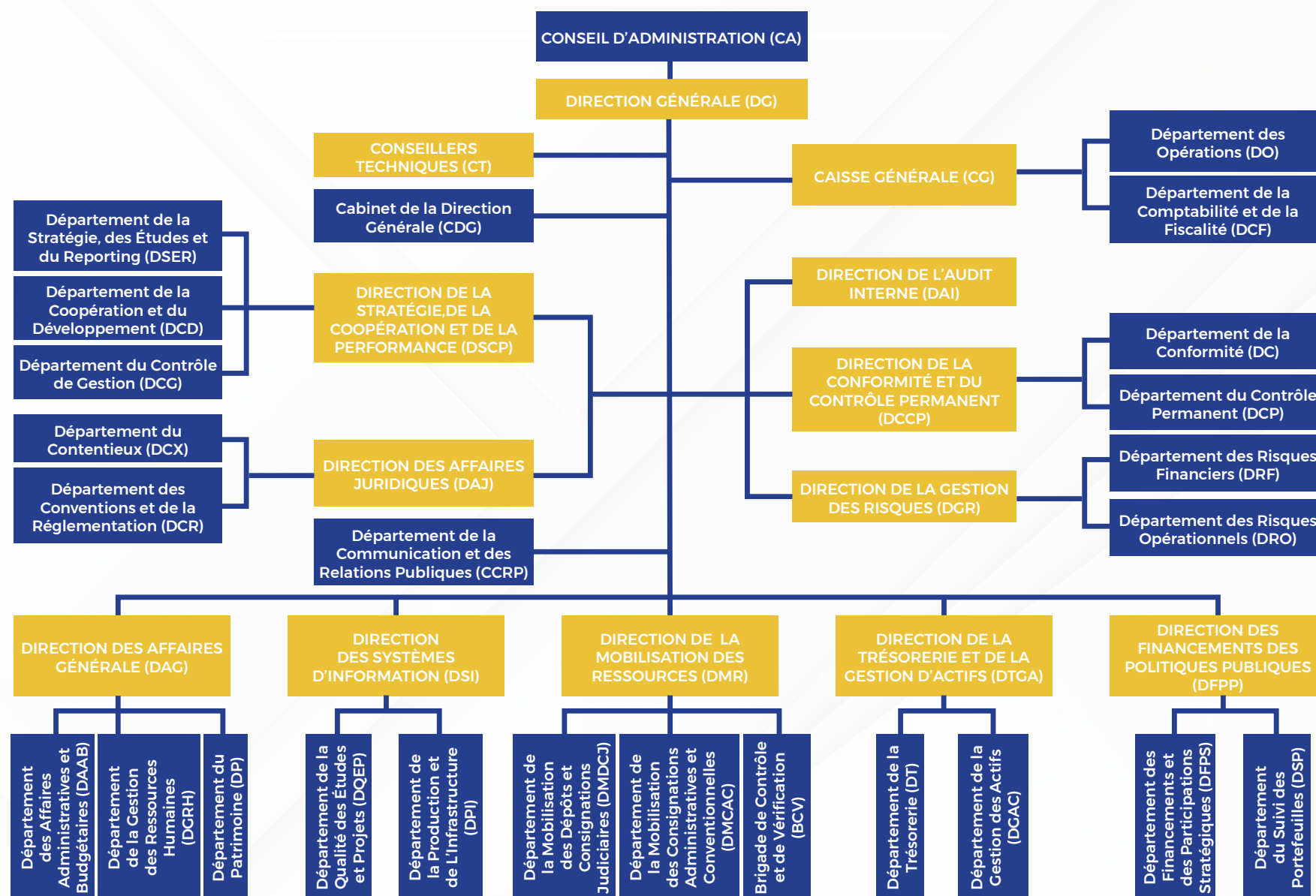
Mme KAGHERE RIPA Palimatou Nounou

Représentant du Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire

M. ANGOUING Michel Ange

Représentant du Ministère de la Justice

ORGANIGRAMME



MESSAGE DE SYLVESTER MOH TANGONGHO

Président du Conseil d'Administration



Sans conteste, 2023 aura été une année foisonnante et mémorable pour la CDEC. Cette année marque, l'amorce véritable de l'opérationnalisation du nouvel instrument financier dont l'État camerounais s'est doté par la loi fondatrice du 14 avril 2008 portant Dépôts et Consignations. En effet, il aura fallu attendre quinze ans pour que la CDEC connaisse, sous l'impulsion de sa sémillante équipe dirigeante, un démarrage effectif au regard des faits marquants tels que :

- la nomination des organes dirigeants ;
- l'élaboration des textes d'application procédant de la loi précitée ;
- la production des principaux documents organiques par une équipe projet constituée pour la circonstance.

Le présent document a vocation à remonter la trame évolutive des événements les plus significatifs qui ont marqués l'année 2023, selon un triple objectif :

- faire une chronique managériale en restituant les principales réalisations de l'année 2023 ;
- présenter les grandes orientations stratégiques et opérationnelles esquissées par l'équipe dirigeante de la CDEC ;
- dresser le bilan de l'exercice 2023 et déclinier les perspectives financières de l'année à venir.

Enfin, ce rapport annuel trace avec brio les perspectives de l'avenir, en formulant le vœu que 2024 soit une année fructueuse placée sous les auspices d'une mobilisation féconde des ressources avec l'implication de toutes les parties prenantes, pour un Cameroun prospère.

M. MOH TANGONGHO Sylvester,
*Directeur Général du Trésor,
de la Coopération Financière et Monétaire*

RÉSUMÉ FINANCIER

La CDEC Cameroun au 31 décembre 2023

La CDEC Cameroun au 31 décembre 2023, c'est :

1 564

Total des dépôts et consignations

Millions de FCFA

40

Provisions pour risques et charges

Millions de FCFA

1 587

Total des fonds transférés

Millions de FCFA

■■■■■■■■

Placements financiers

Millions de FCFA

3 917

Bilan

Millions de FCFA

-1 172

Résultat Net

Millions de FCFA

1 106

Dépense

Millions de FCFA

■■■■■■■■

Revenu

Millions de FCFA

3 360

Capital social

Millions de FCFA

FAITS MARQUANTS

1 - Opérationnalisation de la CDEC

- ◆ Lancement effectif de la CDEC ;
- ◆ Renforcement du cadre réglementaire (textes d'application des lois et décrets régissant la CDEC) ;
- ◆ Élaboration des textes internes : Règlement intérieur, Statuts du Personnel, Cadre Organique, Code d'éthique et de déontologie, Plan Stratégique 2023-2025 ;
- ◆ Benchmarking avec les Caisses de Dépôts et Consignations de France, du Bénin, du Sénégal, de Côte d'Ivoire et du Gabon ;
- ◆ Mise en place progressive d'un système d'information.

2 - Mobilisation des ressources

- ◆ Élaboration de la cartographie des ressources et de l'annuaire de l'écosystème des acteurs détenteurs des ressources de la CDEC ;
- ◆ Rencontre et sensibilisation des principaux intervenants détenant les ressources dévolues à la CDEC ;
- ◆ Estimation primaire des sommes dévolues à la CDEC à travers les déclarations effectuées ;
- ◆ 542 millions de FCFA de ressources transférées au 31 Déc. 2023.

3 - Développement des partenariats et de la coopération

- ◆ Signature d'une Convention entre le MINFI et la CDEC ;



- ◆ Signature d'une Convention avec la Banque Atlantique Cameroun ;
- ◆ Accompagnement technique particulier de la Caisse du Sénégal.

4 - Actions en faveur du développement durable

- ◆ Création d'emplois et insertion professionnelle des jeunes ;
- ◆ Prise en compte des contraintes des normes environnementales dans les projets entrepris ;
- ◆ Renforcement des capacités du personnel dans la Gestion du Changement et du Leadership.



INTRODUCTION

Guidé par la nécessité de disposer d'un instrument alternatif et endogène pour le financement des projets d'intérêt général destinés à améliorer les conditions de vie des Camerounais suivant sa stratégie nationale de développement économique, l'État du Cameroun décide alors de la création d'un établissement public de type spécial chargé de recevoir, conserver, sécuriser et gérer les fonds et avoirs publics ou privés, et ceux sous mandat des fonds spécifiques qui lui sont confiés par l'État ou tout autre organisme public ou privé conformément aux lois et règlements en vigueur. La Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) voit ainsi le jour par la loi n°2008/003 du 14 avril 2008 régissant les dépôts et consignations, et par le décret n°2011/105 du 15 avril 2011 portant organisation et fonctionnement de la CDEC.

À cet égard, la CDEC reçoit différents types de ressources, notamment des consignations administratives, judiciaires et conventionnelles, ainsi que des dépôts. Elle reçoit également des dépôts à terme (DAT) constitués par des collectivités territoriales décentralisées, des entreprises et des établissements du secteur public et parapublic.

Si le 20 janvier 2023 définit la date de désignation de ses premiers dirigeants sociaux, le 18 avril 2023 celle de la désignation des membres de son Conseil d'administration et le 15 mai 2023 la date de la tenue de son premier conseil d'administration, la CDEC, au courant de son année de mise en route, a concentré ses efforts d'opérationnalisation autour de la mise sur pied de sa structure opérationnelle¹ et de la sensibilisation des différentes parties prenantes opérant au sein de l'écosystème financier national, afin d'évoquer avec ces dernières les différentes questions appelant des clarifications et mettre en place les mesures idoines permettant d'organiser les premiers transferts de ressources qui lui sont dévolues.

Ainsi le rapport annuel 2023 de la CDEC comporte les articulations ci-après :


1. Le contexte historique autour de la genèse de la CDEC;
2. L'environnement macroéconomique;
3. Le Rapport d'activités;
4. Le Rapport financier au 31 décembre 2023;
5. Les perspectives de la CDEC.

¹ Siège social, équipements, organisation des marchés, personnel de démarrage, plan stratégique, prestations de serment, convention avec sa tutelle technique, système d'information, benchmarks, ...

I - CONTEXTE HISTORIQUE AUTOUR DE LA GÉNÈSE DE LA CDEC

1. CONTEXTE HISTORIQUE AUTOUR DE LA GÉNÈSE DE LA CDEC

Remontant à l'époque de l'émergence du pouvoir colonial, le partage de l'Afrique lors de la Conférence de Berlin (1884-1885) a permis à des philosophies politiques différentes en matière de gouvernance des nouvelles colonies par les puissances européennes de se rejoindre dans leur recherche de méthodes rentables et de solutions pour diriger l'Afrique et gouverner à moindre coût. On note alors que la production et la sécurité alimentaires n'étaient pas la préoccupation principale des gouvernements coloniaux qui n'accordaient de la valeur qu'aux biens pouvant être exportés, permettant de générer de la devise étrangère et susceptibles d'être taxés. En fait, l'introduction massive en Afrique de produits manufacturés européens et l'économie coloniale restreinte ont créé des faiblesses structurelles profondes auxquelles l'Afrique doit encore faire face aujourd'hui. Le Cameroun va suivre le mouvement et n'y échappera pas à son tour.



Il a fallu attendre la Seconde Guerre mondiale pour constater les balbutiements de l'industrialisation secondaire du Cameroun dans le domaine des marchandises d'import-substitution. Les deux pouvoirs coloniaux (France et Angleterre) étant arrivés à la conclusion qu'une Afrique développée aiderait à la reconstruction de l'Europe. Une période décrite comme « La seconde occupation coloniale » qui va s'étendre jusqu'au vent d'indépendance politique. Cette dernière, bien que fortement chargée d'enthousiasme, n'offrira pas de véritables perspectives favorables aux enjeux d'amélioration des conditions de vie des Camerounais.

Finalement indépendant en 1960, et fort de la théorie de la modernisation en vogue à cette époque, le Cameroun, va être convaincu que les politiques d'investissement adaptées attireraient les capitaux étrangers et qu'il aurait accès à l'industrialisation. Cependant, il va continuer à exporter des matières premières vers l'Occident au regard de son ancrage fort à l'Europe. Ceci freinera sa volonté de diversifier son économie et d'aller véritablement vers l'industrie transformatrice au regard de la stagnation de son exposition marginale au commerce mondial. Ainsi, quand arrivent les années difficiles 1980 à 1990, l'économie camerounaise va entrer dans une phase de déclin rapide, se faire pousser vers les bailleurs de fonds internationaux (FMI, Banque Mondiale) et se désindustrialiser. Elle va perdre une partie de sa mince base manufacturière et la dévaluation massive du franc CFA de 50% en 1994 survenant pendant l'opérationnalisation du Programme d'Ajustement Structurel (PAS) qui va alors casser durablement ses reins. Cependant, c'est en grande partie grâce à l'intégration progressive de nouveaux partenaires économiques et la mise en œuvre de diverses mesures économiques que le Cameroun va atteindre le point d'achèvement de l'Initiative Pays Pauvres Très Endettés (IPPTE), le 28 avril 2006.

Au lendemain de cet exploit, l'État camerounais décide de faire le choix d'une politique économique de relance adossée sur la Vision 2035, désireuse de sortir la nation du piège de la récession et du sous-emploi. Une vision impulsée par le Président de la République, Son Excellence Paul BIYA, et dont la mise en œuvre est lancée depuis 2010 à travers la réalisation des grands projets structurants, dits de première génération, inscrits dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE 2010-2020). Dès lors, le Gouvernement fait le choix décisif d'opérer une mutation et un assouplissement des circuits de financement de l'économie (endettement, refinancement) afin de réduire le coût excessif du crédit qui étouffe les entreprises locales et limite leurs investissements. En fait, il tente de se rapprocher d'une économie de marché financier et de réduire le modèle de réglementation du crédit bancaire.

Ce revirement vise à doter son économie de plus de ressources longues au constat que les plus importantes économies occidentales et asiatiques (et même les pays émergents) sont principalement portées par des investisseurs institutionnels, et non par le secteur bancaire. Il s'agit dès lors pour le financement de l'économie camerounaise de mettre sur pied des mécanismes nouveaux visant à réduire l'usage de la dette, d'assurer tant que faire se peut son emploi en dernier recours, et d'offrir des instruments alternatifs capables de mobiliser, sécuriser et rentabiliser des ressources complémentaires, pour les orienter vers le financement du développement socio-économique. L'état du Cameroun comprend qu'il serait difficile d'envisager un véritable développement sans investisseur institutionnel liquide et d'envergure, et décide de privilégier un endettement en monnaie locale.

La création de la Caisse des Dépôts et Consignations du Cameroun (CDEC), établissement public à caractère spécial, intervient dans ce contexte à la faveur de la Loi N°2008/003 du 14 avril 2008 régissant les dépôts et consignations et du Décret N°2011-105 du 15 avril 2011 portant sur son organisation et fonctionnement, afin de renforcer l'architecture institutionnelle de financement du développement au Cameroun. L'ambition est de positionner la CDEC comme une institution stratégique qui joue un rôle central dans l'appui aux politiques publiques et dans la modernisation de l'économie camerounaise à travers l'émergence de nouvelles filières porteuses d'effets d'entraînement sur l'emploi, la productivité et la croissance du pays.

Suivant ses textes fondateurs et organiques, la CDEC a pour mission de recevoir, de conserver et de gérer les sommes et avoirs publics ou privés conformément aux lois et règlements en vigueur. Aussi, la CDEC peut concourir au financement du développement du pays selon les modalités prévues par la loi et les priorités définies par le Gouvernement.

L'opérationnalisation de cet instrument de financement alternatif, consacrée par la mise sur pied de ses organes dirigeant et délibérant entre janvier et mai 2023, survient à point nommé dans un contexte national actuel particulièrement déterminant et marqué par (i) la nécessité cruciale de relancer l'économie qui a été impactée par diverses crises sécuritaire, sanitaire et économique, (ii) l'accumulation de la dette publique qui engendre un risque de surendettement élevé et (iii) le lancement en 2020 de la mise en œuvre de la deuxième phase de la vision 2035, retranscrite dans la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30), pour la transformation structurelle et le développement inclusif du Cameroun.

II - ENVIRONNEMENT MACROÉCONOMIQUE

2. ENVIRONNEMENT MACROÉCONOMIQUE A L'INTERNATIONAL

L'activité économique mondiale est encore loin d'avoir repris sa trajectoire d'avant COVID-19, en particulier dans les pays émergents et les pays en développement. Plusieurs facteurs freinent cette reprise. Certains sont liés aux conséquences à long terme de la pandémie, de la crise russo-ukrainienne et de la fragmentation géoéconomique accrue. D'autres, plus conjoncturels, sont liés aux effets du durcissement de la politique monétaire nécessaire pour réduire l'inflation, au durcissement des conditions financières, à la suppression de l'aide budgétaire dans un contexte d'endettement élevé et aux phénomènes météorologiques extrêmes.

Malgré cet environnement défavorable, l'économie mondiale a fait preuve de résilience, affichant un taux de croissance de 3,4% en 2022 et de 3,0% en 2023, selon les Perspectives de l'économie mondiale publiées par le Fonds monétaire international (FMI, octobre 2023). Cette croissance, bien que légèrement supérieure à la valeur prévue en janvier 2023 (2,8%) par le FMI, et inférieure à la moyenne historique (2000–2019) de 3,8 %, s'explique, entre autres facteurs,

par diverses politiques mises en œuvre pour stimuler l'activité économique, notamment le soutien budgétaire et les facilités accordées au secteur privé, à la consommation et à l'investissement privé plus forts que prévu.

L'inflation quant à elle a atteint des sommets dans la plupart des pays en 2022, se situant en moyenne à 8,7 % par an, pour ensuite reculer à 6,9% en 2023. L'augmentation des taux d'intérêt par les banques centrales pour lutter contre cette dernière et la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine continuent de peser sur l'activité économique mondiale.

EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

En Afrique subsaharienne, malgré la confluence des chocs susmentionnés, la croissance a été relativement stable à 3,3 % en 2023 contre 4,0% en 2022 selon le RSPEF 2023², et ce, malgré les contraintes de financement qui frappent de plein fouet les économies de la région, les rendements élevés sur les obligations souveraines émises par les pays développés et de l'appréciation du dollar vis-à-vis des autres devises, la fragmentation des principaux marchés des produits de base qui pourraient ensemble aggraver la situation.

En particulier, les trois (03) plus grandes économies de l'Afrique Subsaharienne ont enregistré les taux de croissance respectifs suivants : 2,9 % en 2023 contre 3,3 % en 2022 pour le Nigéria, 0,9 % en 2023 contre 1,9 % en 2022 pour l'Afrique du Sud et 1% en 2023 contre 3,1% en 2022 pour l'Angola. Avec l'amélioration attendue et la fluidité des activités économiques dans la région, les taux de croissance du Nigéria et de l'Afrique du Sud devraient augmenter respectivement à 3,1 % et 1,8 %.

² Rapport sur la situation et les perspectives économiques, sociales et financières du Cameroun (Loi des Finances 2024)

Dans la zone CEMAC couvrant les six pays de la sous-région (Cameroun, Congo, Gabon, Tchad, RCA et Guinée équatoriale), la croissance du PIB s'établit à 2,5 % en 2023 contre 3,3 % en 2022 selon la Banque des États de l'Afrique Centrale. Cette croissance estimée aurait été principalement tirée par « un rebond de la croissance non pétrolière ». En termes d'inflation, après avoir atteint 5,5 % en 2022, cette dernière s'est établie à 4,8 % en 2023, au-dessus du seuil de tolérance de 3 % accepté dans le cadre des critères de surveillance multilatérale de la CEMAC. Avec l'augmentation attendue des efforts de redressement des divers chocs subis, les projections de taux de croissance selon le FMI sont présentées ci-dessous :

Taux de croissance et projections par groupe

Pays	2023 (Estimation)	2024 (Projection)
Monde	3.0%	2.9%
Afrique Subsaharienne	3.30%	4.0%
Nigéria	2.90%	3.10%
Afrique du Sud	0.90%	1.80%
CEMAC (CEMAC)	2.50%	3.00%

Sources : FMI/BEAC

CAMEROUN

Classé dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire inférieur, le Cameroun est considéré comme la locomotive économique de la CEMAC, représentant plus de 40 % du PIB de la

sous-région et plus de 60 % de ses réserves de change. La diversité et le dynamisme de son économie et de sa société, ainsi que ses ressources naturelles abondantes (pétrole et gaz, minéraux, bois et métaux précieux) et ses produits agricoles (café, coton, cacao, banane, maïs et manioc, entre autres), lui permettent de rester résilient face à de multiples chocs.

Cependant, le Cameroun a dû faire face à plusieurs défis ces dernières années, tant internes qu'externes, notamment les effets prolongés de la guerre entre la Russie et l'Ukraine et de la pandémie de COVID-19, les instabilités dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ainsi que les difficultés rencontrées pour relancer l'économie, améliorer le climat sécuritaire, renforcer le tissu social et améliorer durablement les conditions de vie de la population.

Croissance

En 2023, et en dépit de la persistance des tensions inflationnistes et des difficultés d'approvisionnement en intrants, l'évolution des indicateurs conjoncturels de l'année confirme la reprise des activités économiques. Le taux de croissance est ainsi estimé à 3,9% après 3,6% en 2022. Du point de vue de l'offre, cette reprise est attribuable à la performance du secteur non pétrolier en lien avec les bonnes performances observées dans les branches « Agriculture industrielle et d'exportation », « Agriculture des produits vivriers », « Industries agroalimentaires », « Autres industries manufacturières », « Production et distribution d'électricité » et, « Commerce et réparation de véhicules ». On estime que le taux de croissance augmentera à 4,2 % en 2024..

Inflation

Concernant les prix, le taux d'inflation de 2023 se situe à 6,7 % après un taux de 6,3 % en 2022. Il s'est maintenu à un niveau supérieur au double du seuil de 3 % préconisé par la CEMAC. Une hausse globale de l'inflation qui s'explique principalement par la réduction de la subvention sur les prix des produits pétroliers, la persistance du conflit russo-ukrainien, l'augmentation des prix des denrées alimentaires et des coûts de transport, malgré la relative stabilité du franc CFA. Cependant, on prévoit que l'économie connaîtra une baisse du taux d'inflation à 3,7 % en 2024 sur la base des projections.

Pour remédier à cela, le gouvernement a mis en œuvre des mesures pour soutenir la consommation des ménages, notamment une augmentation moyenne de 5,2 % des salaires des fonctionnaires et du salaire minimum (SMIG) qui passe de 36 270 FCFA à 41 875 FCFA.

L'exonération dans la Loi des Finances 2023 de taxes à l'importation pour les semences, les engrais et les produits agricoles, en plus d'une décote des droits d'accises de 30% sur les boissons intégrant des intrants locaux.

Dettes Publiques

Selon les informations publiées par la Caisse Autonome d'Amortissement, l'encours de la dette de l'Administration Centrale est évalué au 31 décembre 2023 à 11 786 milliards FCFA (Conjoncture économique, Mars 2024). Cet encours est constitué en 2023 de 69% de dette extérieure et 31% de dette intérieure. S'agissant de l'encours de la dette extérieure, il est évalué à 8 149 milliards, soit 31% du PIB³, en diminution de 1,1% par rapport à 2022. Quant à l'encours de la dette intérieure, il est estimé en 2023 à 3 637 milliards FCFA, soit 14% du PIB, en hausse de 7,7% par rapport à 2022⁴.

Pour le compte de l'exercice 2023, le service de la dette publique (hors BTA) réglé par l'État s'est élevé à 1 245,4 milliards FCFA répartis entre 990,3 milliards FCFA pour le remboursement du principal et 255,1 milliards FCFA pour le paiement des intérêts d'une part, et entre 64,2% de paiement de la dette extérieure et 35,8 destiné à la dette intérieure.

De 2018 à 2023, toujours selon le REC/MINEPAT 2023, le poids du service de la dette publique par rapport aux recettes fiscales budgétaires a triplé, passant de 18,8% à 57,3% avec le poids de la masse salariale resté stable en moyenne autour de 37,7% des recettes fiscales. Dans la même période, les budgets de fonctionnement se sont maintenus à 98,9% en moyenne des recettes fiscales jusqu'en 2022 pour chuter 61,7% en 2023. Quant aux budgets d'investissement, ils sont passés de 27,2% en 2020 à 17,4% en 2023 des dépenses totales (- 36%).

Perspectives et Conclusion

Les perspectives économiques internationales pour 2024 restent optimistes avec une croissance économique timide et inégale. Sur la base de la mise à jour des données du cadrage macroéconomique et budgétaire effectuée en octobre 2023 (FMI), la croissance du PIB réel est projetée à 4,5% en 2024 et devrait ensuite s'établir en moyenne à 4,9% sur la période 2024-2026. En Afrique Subsaharienne, si la croissance économique projetée est de 4% en 2024, les prévisions de la BEAC dans la Zone CEMAC table sur une croissance de 3% en 2024, 3,8% en 2025 et 2,9% en 2026 liée à la fois à une bonne tenue des activités dans le secteur non pétrolier et à une inflation de nouveau maîtrisée à 2,9% en 2024.

³ Estimé dans le Rapport Annuel 2023 de la BEAC à 26 401 milliards FCFA.

⁴ Rapport sur l'économie camerounaise (REC) en 2023, MINEPAT, Avril 2024.

Au Cameroun, les Orientations Stratégiques du Gouvernement sur la période 2024-2026 s'appuient sur des taux de croissance du PIB réel de 4,5% en 2024, 4,9% en 2025 et 5,2% en 2026, ainsi que des taux d'inflation de nouveau maîtrisés de 4% en 2024, 3% en 2025 et de 2,5% en 2026. En fait, ces orientations visent à muter à terme vers une économie à consommation moins extravertie portée par un accroissement significatif de la production locale et de la transformation industrielle de l'économie avec un soutien particulier pour l'agro-industrie, une dynamisation du dispositif de soutien à la politique d'import-substitution et de promotion des exportations. En effet, la dynamique de croissance projetée entre 2024 et 2026 repose sur un certain nombre de postulats parmi lesquels : (i) l'efficacité des programmes et projets visant la distribution des intrants et engrais agricoles ; (ii) de l'amélioration de la demande extérieure ; (iii) de la disponibilité des matières premières pour les agro-industries locales ; (iv) des délais de mise en service du barrage de Nachtigal et des niveaux de densification des lignes de transport de l'énergie ; et (v) de l'efficacité de la mise en œuvre de la politique d'import-substitution.

Parmi les principaux facteurs de risques externes entrevus pouvant remettre en cause le plan triennal du Gouvernement 2024-2026, nous pouvons aussi citer : (1) une éventuelle baisse à moyen terme des cours des produits de base liés au comportement de la demande et aux tensions géopolitiques mondiales ; et (2) la poursuite de la dépréciation de l'euro vis-à-vis du dollar américain avec pour effets directs une augmentation du service de la dette extérieure et un renchérissement des importations.

III - RAPPORT D'ACTIVITÉS

3. RAPPORT D'ACTIVITÉS

Le Rapport d'activités de la CDEC comptant pour l'exercice 2023 s'articule autour de trois rubriques permettant de situer la démarche évolutive de son opérationnalisation progressive. Elles se présentent ainsi qu'il suit :

- Gouvernance et opérationnalisation ;
- Mobilisation des ressources ;
- Installations générales et Gestion des ressources humaines.

3.1 GOUVERNANCE ET OPÉRATIONNALISATION

3.1.1 Mise en place du cadre de gouvernance

/- Nomination et installation de ses principaux dirigeants

Bien que créée 15 ans plus tôt par la Loi N°2008/003 du 14 avril 2008 régissant les dépôts et consignations, et organisée par le décret n°2011/105 du 15 avril 2011, la Caisse des Dépôts

et Consignations (CDEC), établissement public de type particulier, connaît ses premiers dirigeants par le biais de trois décrets présidentiels du 20 janvier 2023 (Président du Conseil d'Administration, Directeur Général et Directeur Général Adjoint). L'installation de ces derniers se fera par le Ministre des Finances le 10 février 2023 à l'Hôtel Hilton de Yaoundé.

/- Mise en place du Conseil d'Administration de la CDEC

À la suite de la désignation des premiers dirigeants de la CDEC, les Membres de son Conseil d'Administration sont nommés par décret présidentiel du 18 avril 2023 et la première session du Conseil d'administration de la CDEC se tient le 15 mai 2023. Au cours de cette session, onze (11) résolutions ont été adoptées conformément à l'article 11 du Décret N°2011/105 du 15 avril 2011 organisant la CDEC. Elles portaient notamment sur l'adoption du Plan Stratégique Triennal (2023-2025), du budget de la CDEC au titre de l'exercice 2023, du Plan de Passation des Marchés 2023, de l'Organigramme, du Statut du Personnel, du Règlement Intérieur, du Code d'Éthique et de Déontologie, du Plan de recrutement, de l'état des lieux de l'opérationnalisation, ainsi que sur la nomination du Caissier Général et de certains responsables à titre intérimaire.

Une deuxième session dudit Conseil s'est tenue le 11 juillet 2023 pour un réajustement du budget, ainsi que l'adoption de l'organisation et du fonctionnement du Comité de Surveillance conformément aux articles 19 à 25 du Décret N°2011/105 supra.

Enfin, le Conseil d'administration du 09 décembre 2023 va, entre autres, adopter le budget 2024 de la CDEC, ses Plans Annuels de passation de marchés et de recrutement pour l'exercice 2024, et acter la nomination d'une deuxième vague de responsables à titre intérimaire également.

/- Mise en place de la Commission Interne de Passation des Marchés de la CDEC

La Commission Interne de Passation des Marchés de la CDEC (CIPM-CDEC) a été créée le 7 février 2023 par un Arrêté du Ministre en charge des Marchés Publics. Le Président de ladite Commission a été désigné à titre intérimaire le 14 février 2023 et confirmé le 19 avril 2023. Les travaux de la CIPM-CDEC se tiennent régulièrement au courant de l'année 2023 en relation avec le Plan de Passation des Marchés 2023 adopté par le Conseil d'Administration.

/- Affectation d'un site pour la construction du siège social de la CDEC

Projetant la construction de son siège social, les dirigeants de la CDEC entreprennent par anticipation des démarches auprès du Ministre des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières (MINDCAF) l'identification d'une parcelle domaniale disponible dans la ville de Yaoundé et libre de toute contrainte et contentieux, pouvant faire l'objet d'une cession au profit de la CDEC.

Entre temps, afin de démarrer ses activités opérationnelles, la CDEC a pris ses quartiers dans un immeuble locatif sis au quartier Bastos à Yaoundé.

3.1.2 Cadre d'élaboration des textes réglementaires

/- Mise en place d'une Équipe Projet

Par souci de rendre la CDEC opérationnelle le plus rapidement possible, la Direction Générale a mis en place une équipe projet pluridisciplinaire regroupant, en plus du staff de la CDEC,

des experts aux profils variés, représentant le Ministère des Finances (MINFI), le Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), le Ministère de la Justice (MINJUSTICE), la Direction Générale du Trésor, de la Coopération Financière et Monétaire (DGTCFM) et la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA).

L'Équipe Projet constituée en trois (03) sous-groupes thématiques, a tenu plusieurs réunions qui ont permis d'élaborer la feuille de route, les projets de textes réglementaires et de textes internes, ainsi que de mener un certain nombre d'actions prioritaires dans le cadre de l'opérationnalisation de la CDEC.

/- Nomination du Caissier Général

Conformément aux dispositions de l'article 28 du Décret N°2011/105 du 15 avril 2011 portant organisation et fonctionnement de la Caisse des Dépôts et Consignations, le Conseil d'administration de la CDEC a procédé à la nomination du Caissier Général sur la base d'une liste d'experts pour le poste transmise par le Ministre des Finances.

/- Prestation de serment du Caissier Général

En application de l'article 31 du Décret présidentiel susvisé, le Caissier Général de la CDEC a prêté serment devant la Chambre des comptes de la Cour Suprême.

/- Prestation de serment des Porteurs de Contraintes

En application des dispositions de l'Article 24 de la Loi N°2023/011 du 25 juillet 2023 régissant les garanties et le recouvrement des créances par les entités publiques bénéficiaires du privilège du Trésor et de l'Article 36(2) du Décret n°2011/105 du 15 avril 2011 portant organisation et fonctionnement de la CDEC conférant le privilège du Trésor à cette entité publique de type particulier, le Ministre des Finances a, en date du 24 octobre 2023, délivré des commissions de porteurs de contraintes à six (06) responsables de la CDEC. Par la suite, les responsables concernés ont prêté serment auprès du Tribunal de Grande Instance du Mfoundi en date du 30 octobre 2023.

3.1.3 Élaboration des textes internes et d'application de la loi et du décret régissant la CDEC

3.1.3.1 Élaboration et adoption des textes internes

/- Plan Stratégique Triennal 2023 – 2025

Le Plan Stratégique Triennal 2023-2025 (PST) est élaboré conformément à l'Article 27 du Décret N°2011/105 du 15 avril 2011 portant organisation et fonctionnement de la CDEC et adopté par le Conseil d'Administration du 15 mai 2023. C'est un document d'orientation qui constitue la boussole des actions de la CDEC sur cette période. Il récapitule une analyse de l'environnement macroéconomique de la CDEC, sa vision, ses missions, son modèle économique, le business plan synthétique, et le plan d'exécution envisagé du PST 2023-2025.

/- Organisation interne et Cadre organique

Conformément à l'Article 11 du Décret N°2011/105 du 15 avril 2011 portant organisation et fonctionnement de la CDEC, le Conseil d'Administration de cette dernière a approuvé son Organigramme et son Cadre organique permettant de distinguer les différents postes de travail assortis des profils, des activités, et des effectifs dans la perspective de s'assurer que l'ensemble des activités sont convenablement maîtrisées à tous les niveaux. Ils permettent de mettre en place une approche de performance reliée à la stratégie globale de la CDEC et ainsi garantir une organisation et une gestion financière et comptable suivant les règles privées.

Cette organisation interne distingue les Services Rattachés, les Services Supports et les Services Métiers. Elle a prévu treize (13) postes de Directeur, vingt-sept (27) postes de Chef de Département et soixante-six (66) postes de Chef de Service.

/- Statut du Personnel

Le Statut du Personnel de la CDEC adopté par le Conseil d'Administration définit les principes généraux et les conditions fondamentales de l'emploi, ainsi que les droits, avantages, obligations et devoirs dudit personnel. Il s'applique ainsi aux agents recrutés et régis selon les dispositions du Code du travail, ainsi qu'aux agents de l'État et fonctionnaires mis à la disposition ou détachés auprès de la CDEC, sous réserve des dispositions réglementaires les régissant dans leur cadre d'origine. Sont exclus du champ d'application de ce statut le Président du Conseil d'Administration, les Administrateurs et les Dirigeants Sociaux.

Le document comprend 112 articles, regroupés en 7 titres et 18 chapitres, mais également 8 annexes.

/- Règlement intérieur

Le Règlement intérieur de la CDEC traite des grandes règles d'hygiène, de sécurité et de discipline au sein de l'organisation et s'applique sans réserve ni restriction à tout le personnel de la CDEC du seul fait de leur embauche. À ce titre, il encadre :

- Les règles de retard et d'absence, les indications quant à l'utilisation du matériel professionnel, la manifestation des convictions religieuses et politiques des salariés, les tenues vestimentaires, les sanctions disciplinaires, etc. ;
- Les règles d'hygiène notamment l'interdiction de fumer dans les locaux, la consommation de boissons alcoolisées et l'introduction de nourriture au sein de la CDEC ;
- Les règles d'accès, de circulation au sein des différents bureaux et les consignes de prévention des incendies et d'évacuation.

Le règlement intérieur comprend vingt-six (26) articles regroupés en cinq (05) chapitres.

/- Code d'éthique et déontologie

Afin de se doter d'une référence à l'usage du public pour déterminer la conduite que les tiers sont en droit d'attendre dans leurs rapports avec la CDEC, et de par sa volonté d'offrir un

service à la fois professionnel et exemplaire lié à l'importance de ses missions fondamentales et spécifiques, la Caisse s'est dotée par le biais de son Conseil d'Administration, d'un Code d'Éthique et de Déontologie. Il s'agit d'une charte de bonnes pratiques applicables, des normes et grands principes éthiques qui entrent dans la composition des valeurs fondamentales et dans l'esprit des lois ayant cours dans l'environnement de la CDEC et qui s'appliquent à tout son personnel.

/- Organisation et fonctionnement du Comité de Surveillance de la CDEC

Le Comité de Surveillance de la Caisse des Dépôts et Consignations du Cameroun est un organe technique spécialisé du Conseil d'Administration qui contrôle les comptes et les opérations relatives aux prises de participations et aux prêts consentis par la CDEC. Afin de matérialiser son opérationnalisation, il a été élaboré un texte portant sur son organisation et son fonctionnement, au même titre que le lancement d'un avis à manifestation soumis à l'attention du Ministre des Finances pour la sélection des cinq (5) membres qui le constituent en raison de leurs compétences en matière économique et financière.

3.1.3.2 Élaboration des textes d'application de la loi et du décret régissant la CDEC

/- Évolution du cadre réglementaire de la CDEC

Les principaux textes réglementaires ci-après matérialisent progressivement l'opérationnalisation de la CDEC au courant de l'année 2023 :

- Loi N°2023/011 du 25 juillet 2023 régissant les garanties et le recouvrement des créances par les entités publiques bénéficiaires du privilège du Trésor ;
- Décret N°2023/036 du 20 janvier 2023 portant nomination du Directeur Général de la CDEC ;
- Décret N°2023/037 du 20 janvier 2023 portant nomination du Directeur Général Adjoint de la CDEC ;
- Décret N°2023/035 du 20 janvier 2023 portant nomination du Président du Conseil d'administration de la CDEC ;
- Décret N°2023/207 du 18 avril 2023 portant nomination des membres du Conseil d'administration de la CDEC ;
- Décret N°2023/08500/PM du 1er décembre 2023 fixant les modalités de transfert des fonds et valeurs dévolus à la CDEC ;
- Arrêté N°00022/MINFI du 1er décembre 2023 fixant les modalités de constitution et libération du cautionnement du Caissier Général de la CDEC ;
- Arrêté N°00023/MINFI du 1er décembre 2023 fixant les règles relatives à l'organisation financière et comptable, les modalités de retrait, de consignation et déconsignation des fonds et/ou valeurs détenus par la CDEC ;
- Convention fixant les modalités de gestion des opérations entre le MINFI et la CDEC signée le 15 novembre 2023 ;
- Convention Administration du Trésor – CDEC définissant les modalités des intérêts à servir par le Trésor Public sur l'actif disponible de la CDEC dans les écritures de ce dernier et celles d'utilisation des Comptables du Trésor par la CDEC, en qualité de Préposés signée le 15 décembre 2023.

Ce cadre réglementaire a permis à la CDEC d'amorcer véritablement son déploiement et son entrée en scène dans l'écosystème financier national.

3.2 MOBILISATION DES RESSOURCES

Dans le cadre de la mobilisation des ressources à elle dévolues, la CDEC a adopté une démarche participative et consensuelle consistant à rencontrer l'ensemble des acteurs concernés par ses activités. Au-delà de la présentation des missions de la CDEC et de la sensibilisation à la réforme en cours, cette approche visait à requérir les préoccupations, problématiques et spécificités des différentes parties afin de les prendre en compte dans la préparation des mécanismes appropriés de transfert à mettre en place.

3.2.1 Identification des ressources de la CDEC et de leurs détenteurs

Afin de collecter les ressources dévolues à la CDEC disséminées auprès de plusieurs acteurs, la stratégie déployée par la CDEC a consisté dans un premier temps à effectuer un inventaire et un état des lieux visant à identifier les ressources à elles dévolues et les acteurs qui les détiennent. Cette étape a abouti à l'élaboration d'une cartographie des ressources dévolues à la CDEC et d'un annuaire des différents acteurs détenteurs desdites ressources.

3.2.2 Démarrage des rencontres avec les principaux acteurs détenteurs des Ressources de la CDEC

Sur la base de la cartographie susmentionnée, le Ministre des Finances et le Directeur Général de la CDEC ont saisi au courant de l'année 2023 l'ensemble des acteurs détenteurs desdites

ressources, leur demandant de procéder à la déclaration et au transfert des fonds et valeurs en dépôt et consignation dans leurs livres.

Il s'agit notamment des banques, des compagnies d'assurances, des professions judiciaires et des concessionnaires de services publics (eau, électricité, téléphonie, habitat). La CDEC a pu enregistrer plusieurs retours d'informations de la part de ces acteurs qui ont permis d'effectuer suivant certaines hypothèses les premières projections de mobilisation.

Dans le même sillage et conformément à la démarche participative adoptée, la CDEC a organisé plusieurs rencontres en vue de susciter l'adhésion des différentes parties prenantes à la réforme.

3.2.3 APECCAM et dirigeants des établissements bancaires

Des réunions de concertation avec l'Association Professionnelle des Établissements de Crédit du Cameroun (APECCAM) se sont tenues tout au long de l'année 2023 pour présenter les missions de la CDEC, clarifier certains concepts clés et évoquer les modalités de transfert des fonds qui lui sont dévolus, notamment les comptes inactifs, les dépôts à terme des entités du secteur public et les cautionnements sur les marchés publics.

Dans le but de les rassurer de l'engagement de la CDEC à collaborer avec elles, des rencontres bilatérales avec les banques ont également été organisées afin de consacrer l'approche partenariale et le rôle majeur et complémentaire qu'elles devront continuer à jouer en appui à la réalisation de la mission du service public de la CDEC.

3.2.4 CIMA, ASAC et dirigeants des compagnies d'assurance

Dans la même veine, l'année 2023 a également permis à la CDEC d'effectuer une prise de contact avec l'Association des Sociétés d'Assurances du Cameroun (ASAC) et le Secrétaire Général de la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances (CIMA) en vue d'engager la discussion sur les modalités de transfert des contrats d'assurance en déshérence dans les livres des sociétés concernées. Collaborativement, les instances de la CIMA ont rassuré la CDEC de leur engagement à faciliter et à accompagner son opérationnalisation et le processus de transferts des fonds en déshérence, opération déjà menée dans les caisses des dépôts d'autres pays membres.

3.2.5 MINMAP et ARMP

Le démarrage de la réflexion sur le positionnement de la CDEC, en tant que nouvelle entité, dans l'architecture actuelle de la commande publique est effectif avec les principaux organes de régulation que sont le Ministère des Marchés Publics (MINMAP) et l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP). Les travaux subséquents qui se déroulent en 2023 dans le cadre d'un Groupe de Travail visent à trouver le traitement des cautionnements sur les marchés publics assurant une meilleure protection des intérêts de l'État à leur phase exécutoire.

3.2.6 Chambre Nationale des Notaires et Chambre Nationale des Huissiers de Justice

L'exercice 2023 permet à la CDEC d'organiser des rencontres avec la Chambre Nationale des Notaires du Cameroun (CNNC) et la Chambre Nationale des Huissiers de Justice afin de

présenter ses missions, d'analyser les dispositions de son cadre réglementaire relatifs à leurs activités, et d'évaluer les possibilités d'établir des partenariats mutuellement bénéfiques permettant de faciliter son opérationnalisation.

Par ailleurs, s'inscrivant dans un partenariat durable, la CDEC a accompagné la CNNC à travers un appui institutionnel financier dans le cadre de l'organisation du congrès des notaires d'Afrique qui s'est tenue en octobre 2023 au Palais des Congrès de Yaoundé.

Un projet de convention de partenariat a été élaboré au courant de l'année 2023 par la CDEC et transmis à la CNNC.

Les échanges entre les différentes parties prenantes susvisées se poursuivent afin de finaliser ladite Convention, de définir les modalités optimales de transfert des fonds détenus par les notaires, et d'élaborer de manière consensuelle un mode opératoire optimal et adapté aux exigences de la profession notariale.

3.2.7 Concessionnaires d'eau, d'électricité, de téléphonie et d'habitat

Plusieurs réunions de concertations se sont tenues en 2023 avec un ensemble de secteurs professionnels qui gèrent jusqu'à date les cautionnements versés notamment dans les domaines d'eau, d'électricité, de la téléphonie et de l'habitat.

Ces rencontres ont permis d'élaborer les projets de convention régissant la collaboration entre la CDEC et les opérateurs de téléphonie en matière de gestion des cautionnements de leurs clients, au même titre que les projets de procès-verbaux de transfert.

3.2.8 Autres Assujettis au champ d'actions de la CDEC

D'autres entités sont également concernées par l'entrée en exploitation de la CDEC. À cet égard, au courant de l'année 2023, les Administrations en charge du Trésor, des Impôts et des Douanes, les Présidents des Cours d'Appel du Centre et du Littoral, ainsi que les acteurs des domaines forestier et portuaire sont saisis formellement pour faire le point sur le fonctionnement des différents secteurs concernés. Des rencontres bilatérales et multilatérales s'organisent et permettent d'engager la réflexion avec l'ensemble des acteurs impliqués afin de définir de manière concertée le positionnement de la CDEC, comme nouvelle entité, dans chaque architecture sectorielle, sans en alourdir les procédures, ni en constituer un obstacle dans la bonne conduite des opérations.

3.2.9 Transfert des fonds en déshérence détenus par Allianz

En date du 31 octobre 2023, la CDEC signe avec la compagnie d'assurance Allianz Vie Cameroun le Procès-Verbal de Transfert des fonds évalués à un peu plus de 1,5 milliard représentant le stock historique des contrats en déshérence dans les livres de cette société.

En fait, cette opération constitue la première opération de transfert spontané par une entreprise citoyenne enregistrée dans le cadre de la mobilisation des ressources dévolues à la CDEC.

3.2.10 Signature d'une Convention de partenariat avec Banque Atlantique Cameroun

Le 2 novembre 2023, la CDEC signe avec Banque Atlantique Cameroun, une convention de partenariat-pilote pour encadrer la gestion des fonds et valeurs dévolus à la CDEC. Cette convention visait à rassurer l'ensemble des dépositaires et consignataires, ainsi que les autres acteurs détenteurs des ressources de la CDEC que cette dernière ne constitue pas une menace susceptible de déstabiliser le système bancaire, mais plutôt, joue un rôle additionnel et complémentaire dans l'écosystème financier camerounais.

3.2.11 Signature de la Convention entre l'Administration du Trésor et la CDEC et transfert des fonds inscrits dans les comptes du Trésor

Le 15 décembre 2023, le Ministre des Finances et le Directeur Général de la CDEC procède à la signature de la convention définissant les modalités des intérêts à servir par le Trésor Public sur l'actif disponible de la CDEC dans les écritures de ce dernier et celles d'utilisation des Comptables du Trésor par la CDEC, en qualité de préposés.

3.2.12 Négociations en cours avec d'autres institutions financières

En cohérence avec la démarche participative engagée au courant de l'année 2023 et fort de la signature de la Convention pionnière avec la Banque Atlantique du Cameroun, des conventions de partenariat sont en cours de négociation avec d'autres établissements de crédit.

3.3 INSTALLATIONS GÉNÉRALES ET GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

3.3.1 Installations Générales

3.3.1.1 Location, aménagement et équipement de l'immeuble Siège de la CDEC

Un immeuble situé au quartier Bastos a été loué par la CDEC pour abriter son siège. Des autorisations de gré à gré relatives à certains marchés d'aménagement et d'acquisition d'équipements sont obtenues du MINMAP et les travaux y afférents exécutés sereinement afin de permettre l'installation du personnel de la CDEC vers la fin du troisième trimestre de 2023.

3.3.1.2 Exécution du Plan de Passation des Marchés 2023 de la CDEC

Au 31 décembre 2023, le Plan de Passation des Marchés révisé de la CDEC, composé de seize (16) projets pour un montant estimé à 2,329 milliards de FCFA. De nombreux projets constituent ce Plan, parmi lesquels : l'acquisition de l'application « Core Banking » Amplitude, l'aménagement de certains espaces de l'immeuble siège, la fourniture des mobiliers de bureaux, l'acquisition d'un groupe électrogène, du matériel informatique et du matériel automobile, et autres.

3.3.2 Gestion des Ressources Humaines

Au 31 décembre 2023, la Caisse de Dépôts et Consignations du Cameroun compte un effectif total de quarante-quatre (44) agents, composés des cadres, des agents de maîtrise et des employés.

Le renforcement des capacités en cette phase de démarrage de la CDEC se limite en 2023 à l'appropriation des nouvelles techniques de télé-déclarations sociales (CNPS) et au Management du Changement et Leadership.

3.4 ACTIVITÉ INTERNATIONALE

La Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC), établissement public de type Particulier, créé par la loi du 14 avril 2008 a été rendue opérationnelle par des décrets du Chef de l'État du 18 janvier 2023 nommant ses premiers dirigeants. Faisant suite à cette avancée visant à rendre effectives les activités de la CDEC, le Conseil d'Administration a validé le plan d'action triennal de la Caisse au titre duquel s'inscrivent plusieurs visites de travail auprès des Caisses de Dépôts déjà existantes.

3.4.1 Visite de travail à la Caisse des Dépôts et Consignations du Gabon, du 24 AU 29 Juillet 2023

Cette visite de travail était principalement axée sur la réalisation d'une évaluation du niveau d'implémentation des activités de la CDC en vue de capitaliser sur l'expérience/l'expertise déjà acquise par elle, et ce conformément aux missions dévolues à une caisse de dépôts classique. Il y a eu des échanges autour des options et capacités des processus internes qui sont en charge de l'exécution quotidienne des activités de la CDC. Ces processus font référence à la mobilisation des ressources, l'investissement, la gestion financière et comptable, le système d'information, la gestion des risques, l'audit et el contrôle interne. Cette visite de travail avait également pour objectif de convenir d'un cadre de collaboration permanent sur les chantiers et défis communs aux caisses des dépôts dans la sous-région.

3.4.2 Visite de travail à la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) du Sénégal, du 13 au 19 Août 2023.



Cette mission avait pour objectifs de faire une évaluation du niveau d'implémentation des activités de la CDC sénégalaise en vue de capitaliser sur l'expertise déjà acquise par elle, discuter des options et capacités des différentes structures qui sont en charge de l'exécution quotidienne des activités de la CDC, et convenir éventuellement d'un cadre de collaboration permanent sur les chantiers et défis communs aux caisses des dépôts.

3.4.3 Visite de travail à la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) du Bénin, du 28 août au 1^{er} septembre 2023.



Conduite par son Directeur Général, Monsieur RICHARD EVINA OBAM, une délégation de la Caisse des Dépôts et Consignations du Cameroun (CDEC) a effectué une mission de benchmarking à la Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin (CDC Bénin), du 28 août au 1^{er} septembre 2023 dans le cadre de l'opérationnalisation de la CDEC.

Durant cinq (05) jours d'immersion en terre béninoise, la délégation de la CDEC a échangé avec l'ensemble des départements de la CDC Bénin pour comprendre leurs fonctionnements et s'imprégner de ses expériences.

Les thématiques abordées au cours des travaux ont porté principalement sur : la mobilisation des ressources, l'investissement, la gestion financière et comptable, le système d'information, la gestion des risques, l'audit et le contrôle interne, les stratégies d'investissement et de placement ainsi que la gestion du capital humain.

3.4.4 Visite de travail à la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) de France, du 22 au 27 Octobre 2023.

Après les Caisses africaines (Gabon, Sénégal, Bénin), il était essentiel de se tourner vers la Caisse des Dépôts et Consignations de France, qui semble être en tout état de cause, le modèle le plus achevé en raison de son histoire et de sa perpétuelle évolution depuis sa création en 1816. L'objectif premier de cette mission de benchmark était de faire une immersion au sein de la CDC France, afin de s'imprégner de sa riche expérience et de pouvoir adapter au contexte camerounais, les aspects qui pourraient constituer des leviers importants au stade actuel de son opérationnalisation.

IV - RAPPORT FINANCIER

4. RAPPORT FINANCIER

4.1 BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2023

Au terme de ce premier exercice, le total du Bilan s'établit à FCFA 3 916 631 915.

1. A l'actif : Les avoirs détenus par la CDEC comprennent 1 917 358 331 de disponibilités constitués principalement du transfert des comptes en déshérence de la société Allianz Vie Cameroun établi à FCFA 1 541 714 299 et de la créance sur l'État de FCFA 1 000 000 000 représentant le solde de la dotation attendue de l'exercice 2023.
2. Au passif : Les capitaux propres constitués principalement du « Capital par dotation », sont négativement impactés par une perte nette de 1 172 millions FCFA, réduisant ainsi le total Bilan à 2 188 millions FCFA. La perte nette est consécutive à l'absence constatée du chiffre d'affaires au cours de l'exercice 2023.



Les ressources stables s'établissent à FCFA 3 791 934 400. Elles sont constituées principalement du résultat net à la fin décembre 2023 qui s'élève à FCFA.

-1 172 140 797 d'une part, et d'autre part, des dépôts et consignations effectués auprès de la Caisse d'un montant de FCFA 1 564 609 323.

Bilan au 31 Décembre 2023

(en millions de FCFA)	31/12/2023
ACTIF	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	825 958 782
Aménagements, agencements et installations	409 588 851
Matériel, mobilier et actifs biologiques	318 508 821
Matériel de transport	97 861 110
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	825 958 782
Clients	0
Autres créances	1 173 314 802
TOTAL ACTIF CIRCULANT	1 173 314 802
Valeurs à encaisser	22 500 000
Banques, chèques postaux, caisse et assimilés	1 894 858 331
TOTAL TRÉSORERIE - ACTIF	1 917 358 331
TOTAL DE L'ACTIF	3 916 631 915
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	
Subvention	3 360 000 000

Résultat net de l'exercice (entrées + ou pertes -)	- 1 172 140 797
Subventions d'investissement	0
Provisions réglementées	0
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES	2 187 859 203
Emprunts et dettes financières diverses	1 564 609 323
Dettes de location acquisition	0
Provisions pour risques et charges	39 465 874
TOTAL DETTES FINANCIÈRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES	1 604 075 197
TOTAL RESSOURCES STABLES	3 791 934 400
Dettes circulantes HAO	0
Clients, avances reçues	0
Fournisseurs d'exploitation	63 140 753
Dettes fiscales et sociales	52 826 490
Autres dettes	8 730 272
Provisions pour risques à court terme	0
TOTAL PASSIF CIRCULANT	124 697 515
Banques, crédits d'escompte	0
Banques, établissements financiers et crédits de trésorerie	0
TOTAL TRÉSORERIE - PASSIF	0
Écart de conversion - Passif	0
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	3 916 631 915

Source : Département de la Comptabilité et de la Fiscalité (DCF)

4.2 COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2023

Au 31 décembre 2023, l'exploitation de la CDEC Cameroun a dégagé un résultat net déficitaire de **FCFA 1 172 140 797** du fait de l'absence de revenus opérationnels générés pendant la période.

Compte de résultat au 31 décembre 2023

(en millions de FCFA)	31/12/2023
CHIFFRES D'AFFAIRES	0
Subventions d'exploitation	0
Autres achats	- 105 376 697
Transports	- 70 963 697
Services extérieurs	- 465 572 567
Impôts et taxes	- 5 617 877
Autres charges	- 71 994 239
VALEUR AJOUTÉE	- 719 525 077
Charges de personnel	- 387 222 559
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	- 1 106 747 636
Dotations aux amortissements et aux provisions	- 65 393 161
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	- 1 172 140 797
RÉSULTAT NET	- 1 172 140 797

Source : Caisse Générale (CG)

V - PERSPECTIVES

5. PERSPECTIVES DE LA CDEC

En 2023, la Caisse de Dépôts et Consignations du Cameroun a mis sur pied ses organes dirigeants et délibérants, démarré l'implémentation de son système d'information, pour une meilleure opérationnalisation. À cet effet, les principales activités ci-après ont été réalisées :

a. Sur les plans réglementaire et stratégique

Dans le cadre de l'opérationnalisation de la CDEC, trois (03) textes d'application de la loi n°2008/003 du 14 avril 2008 régissant les dépôts et consignations, et du décret n°2011/105 du 15 avril 2011 portant organisation et fonctionnement de la Caisse des Dépôts et Consignations restent attendus. Il s'agit du :

- Projet de décret PM déterminant les modalités de mise en œuvre de la déchéance trentenaire applicable à la CDEC prévue à l'article 10 de la loi de 2008 suscitée ;
- Projet d'arrêté MINFI fixant les modalités des opérations sur les titres de capital et de créances prévues à l'article 43 du décret de 2011 susvisé ;

- Projet d'arrêté MINFI fixant les taux et le mode de calcul des intérêts des comptes de dépôts ouverts auprès de la CDEC et des sommes consignées prévus à l'article 52 du décret de 2011 susmentionné.

Il est également attendu une modification du processus de passation des marchés de la CDEC afin de le conformer aux exigences réglementaires liées au statut juridique d'établissement public et le recrutement par appels d'offre d'un Commissaire aux Comptes.

D'un point de vue stratégique, le Plan Stratégique Triennal (2023-2025) connaîtra une actualisation afin de mieux illustrer le modèle économique de la CDEC et ses principaux leviers de croissance, tout en fournissant des projections revisitées de ressources à mobiliser.

D'autres documents d'orientation stratégique se rapportant à la doctrine et aux stratégies d'investissement, de placement et de financement des politiques publiques, ainsi qu'au modèle prudentiel de gestion des risques devront également être rédigés.

b. Sur les plans humain et technique

Poursuivant son opérationnalisation, la Direction Générale de la CDEC est consciente de ce que le rendement de croissance n'excédera pas son investissement de croissance afin de s'exposer à plus de vents favorables en opportunités. Par conséquent, elle renforcera ses compétences internes et se dotera au fur et à mesure des compétences techniques nécessaires à son fonctionnement conformément à son cadre organique officiel et en fonction des défis rencontrés et des risques identifiés.

Le partage d'expériences et la signature de partenariats, tous plus ciblés, entre la CDEC et les caisses de dépôts ouest-africaines, du Maroc, de France et du Québec, de même qu'avec des entités institutionnelles telles que le FEICOM, le FAGACE sont envisagés afin d'outiller la CDEC sur les dispositifs de mobilisation des ressources, la gestion des comptes de tiers, le tournant digital, et les mécanismes innovants d'appui au financement des PME et des collectivités territoriales décentralisées.

c. Sur le plan du développement des activités métiers

Le décret du Premier Ministre du 1er décembre 2023 susmentionné fixe la date butoir du 31 mai 2024 comme délai de rigueur pour le transfert de la totalité des ressources dévolues à la CDEC. Ce délai échu, la CDEC se réserve le droit d'user de tous les mécanismes légaux et réglementaires pour faire respecter les obligations de transfert des fonds et/ou valeurs qui lui sont dévolus (Porteur de contrainte/Privilège du Trésor).

Néanmoins, les activités à venir de la CDEC seront principalement consacrées à la mobilisation des ressources et à la poursuite de la sensibilisation des parties prenantes dans une approche de conciliation, de dialogue actif et de négociation afin d'assurer la soutenabilité de ses projections, sa pérennité structurelle et les prévisions d'investissement qui en découlent.

Sur la base des ressources globales mobilisées au courant des exercices 2024 et 2025, la CDEC compte déployer sa politique de fructification des ressources afin d'entamer la consolidation de ses fonds propres conformément à sa doctrine d'investissement (à adopter). Les opportunités offertes par les mécanismes de recouvrement et les marchés des capitaux sous régional de la CEMAC seront les principaux bassins de fructification utilisés.

Dans la même foulée, et afin de contribuer à la croissance économique nationale vers l'émergence définie par la SND30, et en fonction du volume de ressources mobilisées, la CDEC procédera à un ciblage des secteurs d'investissement conformes à sa politique d'investissement et aux priorités gouvernementales afin d'accompagner les politiques publiques sectorielles. La création de joint-ventures avec des structures existantes et desservant des secteurs précis de l'économie comme le FEICOM, la SNI et la BC-PME est en cours de maturation ceci pour renforcer leurs ressources d'investissement et permettre à la CDEC de se déployer de manière prudente.

En vue d'élargir son réseau de partenariat à l'international, la CDEC compte s'affilier à l'Association des Institutions Africaines de Financement du Développement (AIAFD), qui est une organisation fédératrice des Institutions de Financement du Développement (IFD) en Afrique. Elle deviendrait de ce fait, la deuxième Caisse des Dépôts et Consignations de l'Afrique à adhérer à cette association après celle du Bénin. Cela lui permettra de participer à la fois au World Development Finance Forum et à d'autres activités de réseautage créatrices d'opportunités.

d. Sur le plan du développement des activités supports

La CDEC va se doter d'outils standardisés de pilotage de sa performance et d'outils de communication institutionnelle notamment à travers la mise en place d'un système de reporting et de tableaux de bord opérationnels, l'élaboration de procédures métiers et supports, ainsi que l'adoption d'une doctrine et d'une politique d'investissement afin d'encadrer ses activités d'investissement et sa gestion des partenaires.

La CDEC compte également renforcer son positionnement en tant que tiers de confiance et catalyseur de long terme en réalisant des opérations de communication visant à mieux faire connaître ses missions et ses réalisations auprès de l'opinion nationale et internationale.

e. Sur le plan du digital

Conscient que la compétitivité des fournisseurs de services financiers comme la CDEC est aujourd'hui fortement impactée par la digitalisation et la sécurisation de ses activités et ses processus métiers et supports, la CDEC entend opérer sa transformation digitale et articuler tous ses processus métiers autour de l'automatisation des mécanismes de production afin de combiner efficacité organisationnelle et avantage comparatif par rapport aux établissements financiers opérant dans sa sphère de concurrence.

Conséquemment, la CDEC Cameroun envisage la mise en œuvre et la sécurisation de son système d'information pour une meilleure opérationnalisation avec la réalisation des principales activités ci-après :

- La refonte du site web et de l'intranet de la Caisse ;
- L'amélioration de la composante gestion des ressources (consignations et déconsignations) à interfacer directement avec le système comptable ;
- L'implémentation du système de téléphonie IP pour faciliter les communications internes et externes ;
- La mise en place d'un Intranet de partage de la base documentaire des politiques, procédures et autres publications de la Caisse ;
- L'élaboration des manuels de procédures des unités opérationnelles ;

- La mise sur pied d'outils de suivi et d'évaluation, et des tableaux de bord destinés aux unités opérationnelles ;
- L'acquisition d'équipements informatiques complémentaires (ordinateurs, imprimantes, photocopieurs et logiciels bureautiques), configurés, sécurisés et installés au profit du personnel ;
- La formation continue du personnel sur les outils bureautiques d'optimisation du travail, notamment du travail collaboratif, la gestion électronique des documents, l'archivage électronique ainsi que la sensibilisation et la veille sur la sécurité des systèmes d'informations.
- Élaboration du Schéma Directeur Informatique (SDI) en vue de définir clairement les besoins actuels et futurs qui permettent d'optimiser et de sécuriser l'ensemble du système d'informations.

f. Sur le plan de la communication

En vue de nouer des partenariats productifs et de permettre une communication institutionnelle, un accent sera mis sur :

- L'élaboration de la politique ESG et la doctrine d'investissement dans les projets que la CDEC finance ;
- Le renforcement de sa présence sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, LinkedIn);
- La participation à des foras et autres rencontres thématiques pour renforcer sa visibilité.

g. Sur le plan des projections de mobilisation

Les prévisions de mobilisation des ressources de l'année 2024 sont établies en hypothèses haute et basse ainsi qu'il suit :

	2024	
	Hypothèse haute	Hypothèse basse
	Montants en *Milliards de FCFA	
Dépôts et consignations détenus par le Trésor	18	18
Dépôts détenus par les auxiliaires de justice	10	6
Fonds mis sous séquestre	16	8
Autres Consignations Judiciaires	5	3
Cautionnements sur les marchés publics	5	3
Comptes Inactifs	39	31
Contrats d'assurance en Déshérence	2	1
Dépôts à terme	5	2
Consignations Conventionnelles	22	18
Fonds gérés pour compte de tiers	0	0
Autres ressources	0	0
TOTAL RESSOURCES RÉGLEMENTÉES	122	90

TROMBINOSCOPE



M. EVINA OBAM Richard

Directeur Général



Mme SOPPO ETAME

Anne Geneviève épouse KINGUE

Directeur Général Adjoint



**M. NWATCHOK
ROD CHARLY**
*Caissier
Général*



**M. OTTOU OWONA
Yvan Serge**
*Directeur
des Affaires Générales*



**M. ABDOURAOUFI
Ibrahim**
*Directeur
des Affaires Juridiques*



**M. MOHAMADOU
Baba**
*Directeur de la Mobilisation
des Ressources*



**M. ATEKWANA
Franco AYEYEH**
*Directeur
des Systèmes d'Information*



M. ZE MENDO Gérard
*Directeur de la Stratégie,
de la Coopération et de la Performance*



**M. KITTI KITTI
Alain Samuel**
*Directeur de la Conformité
et du Contrôle Permanent*



**Mme KOLOKO Marie-Paule
épouse AMBOUA NDANGA**
*Directeur
de la Gestion des Risques*



**M. HAMZA
AMINOU**

*Chef de Département des Affaires
Administratives et Budgétaires*



**Mme BEUFANG SOBDJANG
Yvette épse ESSAMA**

*Chef de Département de la Gestion
des Ressources Humaines*



**M. MVONDO MENDIM Frédéric
Pascal**

*Chef de Département de la
Comptabilité et de la Fiscalité*



**Mme NKOGO ETABA
Yvette Sylvie**

*Chef de Brigade des Contrôles
et de Vérifications*



M. ZANGA MBARGA Michel W.

*Chef de Département de la Mobilisation
des Consignations Administratives et
Conventionnelles*



**Mme MEYO ATE Lena Anaïs
épse ZINTCHEM**

*Chef de Département de la Mobilisation
des Dépôts et Consignations Judiciaires*



M. ANGOUING
Ange-Nelson
*Chef de Département de la
Coopération et du Développement*



Mme NGO MATAGA
Joséphine Rose
*Chef de Département
du Contrôle de Gestion*



M. NONKI NKUETE Mathieu
*Chef de Département de la
Stratégie, des Études
et du Reporting*



M. ABENA
Christian Stéphane
*Chef de Département
de la Trésorerie*



M. OBAM NANGA
Joël Fabrice
*Chef de Département de la Qualité,
des Études et des Projets*



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Bastos, Rue Joseph Mballa Eloundem

B.P. : 35567 Yaoundé

Tél. : (+237) 222 23 61 03

E-mail : info@cdec.cm

Site internet : www.cdec.cm

ANNUAL REPORT

2023





DEPOSITS AND CONSIGNMENTS FUND

Bastos, Yaounde Joseph Mballa Eloumdem Street

P.O. Box.: 35567 Yaounde • Tel.: (+237) 222 23 61 03

E-mail: info@cdec.cm • WebSite: www.cdec.cm

DEPOSITS AND CONSIGNMENTS FUND



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

2023 ANNUAL REPORT DEPOSITS AND CONSIGNMENTS FUND

Publication director

Mr EVINA OBAM Richard

Chief editor

Mr ZE MENDO Gérard

Publication coordinator

Mr OTTOU OWONA Yvan Serge

Editorial board

Mrs BETI Gina epse MONTHE

Mrs NDILLE Sherryll Ahone

Graphic design

EVARA Solutions

(+237) 699 33 52 03

Printing

EVARA Solutions

(+237) 699 33 52 03

SUMMARY

ORGANISATIONAL CHART

Supervisions and Board of Directors
Organisation chart

08

MESSAGE FROM THE CHAIRMAN OF THE BOARD OF DIRECTORS

10

FINANCIAL SUMMARY

11

HIGHLIGHTS

12

INTRODUCTION

14

HISTORICAL CONTEXT AROUND THE GENESIS OF THE CDEC

16

ECONOMIC ENVIRONMENT

Global
Sub-Saharan Africa
Cameroon

20

ACTIVITY REPORT

Governance and Operationalisation
Resource Mobilisation
Start-up and Human Resources Management

28

FINANCIAL REPORT

46

OUTLOOK

50





H.E PAUL BIYA

PRESIDENT OF THE REPUBLIC

LAW N°2008/003 OF APRIL 14, 2008 GOVERNING DEPOSITS AND CONSIGNMENTS

The National Assembly has deliberated and adopted,
The President of the Republic promulgates the law whose content follows:

CHAPTER I: GENERAL PROVISIONS

- Article 1 :** This law governs deposits and consignments in Cameroon.
- Article 2 :** Deposits and consignments are activities falling within the framework of a public service mission, consisting of receiving, preserving and managing public or private assets.
- Article 3 :** (1) The public service of deposits and consignments is provided by a specific public establishment, called “Deposits and Consignments Fund”.
(2) The organization and operation of the Deposits and Consignments Fund are established by decree of the President of the Republic.
- Article 4 :** The Deposits and Consignments Fund can contribute to the economic development of the country, through specialized structures, according to the priorities defined by the government.

H.E PAUL BIYA , PRESIDENT OF THE REPUBLIC



H.E Dr JOSEPH DION NGUTE
Prime Minister, Head of Government



Mr LOUIS PAUL MOTAZE
Minister of Finance



Mr EVINA OBAM Richard
General Manager



Mr MOH TANGONGHO Sylvester
Chairman of the Board of Directors



**Mrs SOPPO ETAME Anne Geneviève
epse KINGUE**
Deputy General Manager



ORGANISATIONAL CHART

TECHNICAL/FINANCIAL SUPERVISION

Ministry of Finance (MINFI)

BOARD OF DIRECTORS

CHAIRMAN

Mr MOH TANGONGHO Sylvester

Director General of the Treasury Financial and Monetary Cooperation

MEMBERS OF THE BOARD OF DIRECTORS

Mr AYEM MOGER Jean-Claude

Representative of the Presidency of the Republic

Mr NOAH Jean François

Representative of the Prime Minister's Services

Mr METOU'OU AMVELA Constant Roger

Representative of the Ministry of Finance

Mrs KAGHERE RIPA Palimatou Nounou

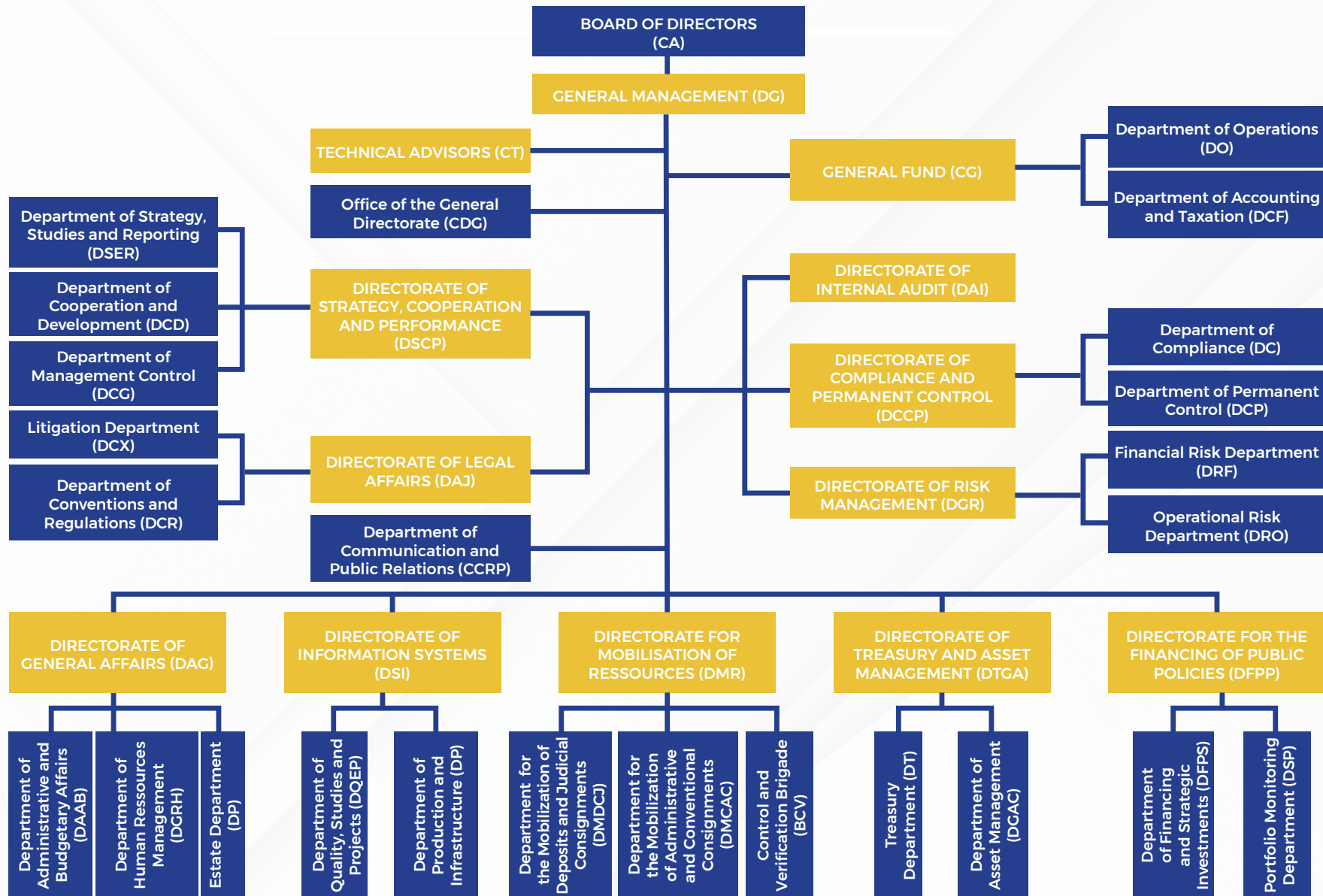
Representative of the Ministry of Economy Planning and Regional Development

Mr ANGOUING Michel Ange

Representative of the Ministry of Justice

5.

ORGANISATIONAL CHART



MESSAGE OF SYLVESTER MOH TANGONGHO

Chairman Of The Board Of Directors



Undoubtedly, 2023 was a significant and memorable year for the CDEC. This year signifies the true start of the operationalisation of the new financial instrument that the Cameroonian State equipped itself with by the founding law of April 14, 2008 on Deposits and Consignments. Indeed, it took fifteen years for the CDEC, under the impetus of its lively management team, to experience an effective start in light of the highlights such as:

- the appointment of governing bodies;
- the preparation of implementing texts arising from the aforementioned law;
- the production of the main organic documents by a project team set up for the occasion.

This document seeks to chronologically outline the most significant events that shaped the year 2023, according to a triple objective:

- create a managerial chronicle by reporting on the main achievements of the year 2023
- present the major strategic and operational orientations outlined by the CDEC management team;
- take stock of the 2023 financial year and outline the financial outlook for the coming year.

Lastly, this annual report outlines future directions with clarity and optimism, expressing the wish that 2024 will be a fruitful year under the auspices of a fruitful mobilisation of resources with the involvement of all stakeholders, for a prosperous Cameroon.

11.

Mr MOH TANGONGHO Sylvester,
*Director General of the Treasury,
 On Financial And Monetary Cooperation*

FINANCIAL SUMMARY

The CDEC Cameroon as of December 31, 2023

The CDEC Cameroon as of December 31, 2023 is :

1 564

Total deposits and consignments

Millions of FCFA

40

Provisions for risks and charges

Millions of FCFA

1 587

Total funds transferred

Millions of FCFA

■■■■■■■■

Financial investments

Millions of FCFA

3 917

Balance sheet

Millions of FCFA

-1 172

Net Profit

Millions of FCFA

1 106

Expense

Millions of FCFA

■■■■■■■■

Income

Millions of FCFA

3 360

Social capital

Millions of FCFA

HIGHLIGHTS

1 - Implementation of the CDEC

- ◆ Effective launch of the CDEC;
- ◆ Strengthening the regulatory framework (implementing texts of laws and decrees governing the CDEC);
- ◆ Development of internal texts: Internal regulations, Staff regulations, Organic Framework, Code of Ethics and Professional Conduct, Strategic Plan 2023-2025;
- ◆ Benchmarking with the Deposits and Consignments Funds of France, of Benin, of Senegal, Ivory Coast and Gabon;
- ◆ The phased deployment of an information system.

2 - Mobilisation of resources

- ◆ Development of resource mapping and the directory of the ecosystem of stakeholders holding CDEC resources;
- ◆ Meeting and sensitisation of the main stakeholders in possession of resources Assigned to the CDEC;
- ◆ Primary estimate of the sums allocated to the CDEC through the declarations made;
- ◆ 1,542 million FCFA of resources transferred as of December 31. 2023.

3 - Development of partnerships and cooperation

- ◆ Signing of an Agreement between the MINFI and the CDEC;
- ◆ Signing of a partnership agreement with Banque Atlantique Cameroun;



- ◆ On-going negotiations in progress with the National Chamber of Notaries of Cameroon;
- ◆ Special technical support from the Senegal Fund.

4 - Actions in favor of sustainable development

- ◆ Job creation and professional integration of young people;
- ◆ Taking into account consideration of constraints of environmental standards in projects undertaken;
- ◆ Strengthening staff capacity building on Change Management and Leadership



INTRODUCTION

Guided by the need to have an alternative and endogenous instrument for financing projects of general interest intended to improve the living conditions of Cameroonians in accordance with its national economic development strategy, the State of Cameroon then decided to create a special type of public institution responsible for receiving, conserving, securing and managing public or private funds and assets, or for managing under mandate specific funds entrusted to it by the State or any other public or private body in accordance with the laws and regulations in force. The Deposits and Consignments Fund (CDEC) was thus created by Law No. 2008/003 of April 14, 2008 governing deposits and consignments, and by Decree No. 2011/105 of April 15, 2011 on the organisation and operation of the CDEC.

In this regard, the CDEC receives different types of resources, including administrative, judicial and conventional deposits, as well as consignments. It also receives term deposits (DAT) made by decentralised local authorities, companies and establishments in the public and Para public sector.

If January 20, 2023 defines the date of the appointment of its first corporate officers, April 18, 2023 that of the appointment of the members of its Board of Directors and May 15, 2023 19.

The date of the holding of its first board meeting, the CDEC, during this year 2023 of start-up, concentrated its operationalisation efforts around the establishment of its operational structure¹ and the sensitisation of the various stakeholders operating within the national financial ecosystem, in order to discuss with them on the various issues questions requiring clarification and to put in place the appropriate measures to organise the first transfers of resources assigned to it.

This 2023 annual report of the CDEC Cameroon includes the following articulations:

1. The historical context surrounding the genesis of the CDEC
2. The macroeconomic environment
3. The Activity Report
4. The Financial Report as of December 31, 2023
5. The CDEC's outlook

¹ Head office, equipment, market organisation, start-up staff, strategic plan, oath-taking, agreement with its technical supervisory authority, information system, benchmarks, etc.




I - HISTORICAL CONTEXT

1. HISTORICAL CONTEXT

Dating back to the time of the emergence of colonial power, the division of Africa at the Berlin Conference (1884-1885) allowed different political philosophies of governance of the new colonies by European powers to come together in their search for cost-effective methods and solutions to rule Africa and govern at a lower cost. It is noted then that food production and security were not the main concern of the colonial governments which only valued goods that could be exported, generated foreign currency and were liable to be taxed. In fact, the massive introduction of European manufactured goods into Africa and the restricted colonial economy created deep structural weaknesses that Africa still has to deal with today. Cameroon will follow suit and will not escape its turn.

It was not until the Second World War that the beginnings of secondary industrialisation of Cameroon in the field of import substitution goods were observed, the two colonial powers (France and England) having come to the conclusion that a developed Africa would help in the reconstruction of Europe. A period described as « The second colonial occupation » which



would extend until the wind of political independence. The latter, although highly charged with enthusiasm, would not offer real prospects favourable to the challenges of improving the living conditions of Cameroonians.

Finally independent in 1960, and due to the theory of modernisation in vogue at that time, Cameroon will be convinced that the appropriate investment policies would attract foreign capital and that it would have access to industrialisation. However, it will continue to export raw materials to the West in view of its strong anchoring in Europe. This will hinder its desire to diversify its economy and to truly move towards the transformative industry in view of the stagnation of its marginal exposure to world trade. Thus, when the difficult years of 1980 to 1990 arrive, the Cameroonian economy will enter a phase of rapid decline, be pushed towards international donors (IMF, World Bank) and deindustrialise. It will lose part of its thin manufacturing base and the massive devaluation of the CFA franc by 50% in 1994 occurring during the operationalisation of the Structural Adjustment Program (SAP) which will then permanently break its back. However, it is largely thanks to the progressive integration of new economic partners and the implementation of various economic measures that Cameroon will reach the completion point of the Heavily Indebted Poor Countries Initiative (HIPC) on April 28, 2006.

In the aftermath of this feat, the Cameroonian State decided to opt for an economic recovery policy based on Vision 2035, eager to get the nation out of the trap of recession and underemployment. A vision driven by the President of the Republic, His Excellency Paul BIYA, and whose implementation has been launched since 2010 through the implementation of major structuring projects, known as first generation, included in the Strategy Document for Growth and Employment (DSCE 2010-2020). From then on, the Government made the

decisive choice to operate a change and a relaxation of the financing circuits of the economy (indebtedness, refinancing) in order to reduce the excessive cost of credit which strangles local businesses and limits their investments. In fact, it is trying to move closer to a financial market economy and to reduce the regulatory model of bank credit.

This turnaround aims to provide its economy with more long-term resources, given that the largest Western and Asian economies (and even emerging countries) are mainly driven by institutional investors, and not by the banking sector. It is therefore a question of financing the Cameroon economy by setting up new mechanisms aimed at reducing the use of debt, ensuring as far as possible its use as a last resort, and offering alternative instruments capable of mobilising, securing and making profitable additional resources, to direct them towards financing socio-economic development. The State of Cameroon understands that it would be difficult to envisage real development without a liquid and large-scale institutional investor, and has decided to favour borrowing in local currency.

The creation of the Deposits and Consignment Fund of Cameroon (CDEC), a special public institution, comes in this context through Law No. 2008/003 of April 14, 2008 governing deposits and consignments and Decree No. 2011-105 of April 15, 2011 on its organisation and operation, in order to strengthen the institutional architecture of development financing in Cameroon. The ambition is to position the CDEC as a strategic institution that plays a central role in supporting public policies and in the modernisation of the Cameroonian economy through the emergence of new sectors with knock-on effects on employment, productivity and growth in the country.

According to its founding and organic texts, the CDEC's mission is to receive, conserve and manage public or private sums and assets in accordance with the laws and regulations in force. Also, the CDEC can contribute to financing the country's development according to the terms provided for by law and the priorities defined by the Government.

The operationalisation of this alternative financing instrument, enshrined in the establishment of its governing and deliberative bodies between January and May 2023, comes at the right time in a particularly decisive current national context marked by (i) the crucial need to revive the economy which has been impacted by various security, health and economic crises, (ii) the accumulation of public debt which generates a high risk of over-indebtedness and (iii) the launch in 2020 of the implementation of the second phase of the 2035 vision, transcribed in the National Development Strategy 2020-2030 (SND30), for the structural transformation and inclusive development of Cameroon.

II - MACROECONOMIC ENVIRONMENT

2. THE INTERNATIONAL MACROECONOMIC ENVIRONMENT

Global economic activity is still far from having resumed its pre-COVID-19 trajectory, particularly in emerging and developing countries. Several factors are holding back this recovery. Some are related to the long-term consequences of the pandemic, the Russia-Ukraine crisis, and increased geoeconomics fragmentation. Others, more cyclical, are related to the effects of the monetary policy tightening needed to reduce inflation, the tightening of financial conditions, the withdrawal of fiscal support in a context of high debt, and extreme weather events.

Despite this adverse environment, the global economy has shown resilience, posting a growth rate of 3.4% in 2022 and 3.0% in 2023, according to the World Economic Outlook published by the International Monetary Fund (IMF, October 2023). This growth, although slightly higher than the value projected in January 2023 (2.8%) by the IMF, and lower than the historical average (2000–2019) of 3.8%, is explained, among other factors, by various policies

implemented to stimulate economic activity, including fiscal support and facilities granted to the private sector, stronger-than-expected consumption and private investment.

Inflation, meanwhile, peaked in most countries in 2022, averaging 8.7% per year, before falling to 6.9% in 2023. Central bank interest rate hikes to combat inflation and Russia's war against Ukraine continue to weigh on global economic activity.

IN SUB-SAHARAN AFRICA

In Sub-Saharan Africa, despite the confluence of the above-mentioned shocks, growth has been relatively stable at 3.3% in 2023 compared to 4.0% in 2022 according to the RSPESF 2023², and this, despite the financing constraints that are hitting the economies of the region hard, the high yields on sovereign bonds issued by developed countries and the appreciation of the dollar against other currencies, the fragmentation of the main commodity markets which could together aggravate the situation.

In particular, the three (03) largest economies in Sub-Saharan Africa recorded the following respective growth rates: 2.9% in 2023 against 3.3% in 2022 for Nigeria, 0.9% in 2023 against 1.9% in 2022 for South Africa and 1% in 2023 against 3.1% in 2022 for Angola. With the expected improvement and fluidity of economic activities in the region, the growth rates of Nigeria and South Africa are expected to increase to 3.1% and 1.8% respectively.

² Report on the economic, social and financial situation and prospects of Cameroon (Finance Law 2024)

In the CEMAC zone covering the six countries of the sub-region (Cameroon, Congo, Gabon, Chad, CAR and Equatorial Guinea), GDP growth stands at 2.5% in 2023 compared to 3.3% in 2022 according to the Bank of Central African States. This estimated growth would have been mainly driven by «a rebound in non-oil growth». In terms of inflation, after reaching 5.5% in 2022, the latter stood at 4.8% in 2023, above the 3% tolerance threshold accepted under the CEMAC multilateral surveillance criteria. With the expected increase in recovery efforts from the various shocks suffered, the growth rate projections according to the IMF are presented below:

Growth rates and projections by group

Country	2023 (Estimated)	2024 (Projection)
World	3.0%	2.9%
Sub-Saharan Africa	3.30%	4.0%
Nigeria	2.90%	3.10%
South Africa	0.90%	1.80%
CEMAC (CEMAC)	2.50%	3.00%

Sources : IMF/BEAC

CAMEROON

Classified as a lower middle-income country, Cameroon is considered the economic powerhouse of CEMAC, accounting for more than 40% of the sub-region's GDP and more than 60% of its foreign exchange reserves. The diversity and dynamism of its economy and society, as well as its abundant natural resources (oil and gas, minerals, timber and precious metals) and agricultural products (coffee, cotton, cocoa, banana, corn and cassava, among others), enable it to remain resilient in the face of multiple shocks.

Nevertheless, Cameroon has encountered several internal and external challenges over the past few years, including the prolonged effects of the war between Russia and Ukraine and the COVID-19 pandemic, instabilities in the Far North, North West and South West regions as well as the difficulties encountered in reviving the economy, improving the security climate, strengthening the social fabric and sustainably improving the living conditions of the population.

Growth

In 2023, and despite the persistence of inflationary tensions and difficulties in supplying inputs, the evolution of the year's economic indicators confirms the recovery of economic activities. The growth rate is estimated at 3.9%, up from 3.6% in 2022. From a supply perspective, this recovery is attributable to the performance of the non-oil sector in connection with the good performances observed in the branches «Industrial and export agriculture», «Food agriculture», «Agri-food industries», «Other manufacturing industries», «Electricity production and distribution» and «Vehicle trade and repair». The growth rate is estimated to increase to 4.2% in 2024..

Inflation

Regarding prices, the inflation rate for 2023 stands at 6.7% after a rate of 6.3% in 2022. It has remained at a level higher than double the 3% threshold recommended by CEMAC. An overall increase in inflation that is mainly explained by the reduction in the subsidy on the prices of petroleum products, the persistence of the Russian-Ukrainian conflict, the increase in food prices and transport costs, despite the relative stability of the CFA franc. However, the economy is expected to experience a drop in the inflation rate to 3.7% in 2024 based on projections.

To address this, the government has enacted measures to boost household consumption, including an average 5.2% increase in civil servant salaries and the minimum wage (SMIG) from 36,270 FCFA to 41,875 FCFA, the exemption in the 2023 Finance Law from import taxes for seeds, fertilisers and agricultural products, in addition to a 30% reduction in excise duties on beverages incorporating local inputs.

Public debt

According to information published by the Autonomous Sinking Fund, the outstanding debt of the Central Administration is estimated at 11,786 billion FCFA as of December 31, 2023 (Economic situation, March 2024). This outstanding debt is made up in 2023 of 69% external debt and 31% internal debt. Regarding the outstanding external debt, it is estimated at 8,149 billion, or 31% of GDP, down 1.1% compared to 2022. As for the outstanding internal debt, it is estimated in 2023 at 3,637 billion FCFA, or 14% of GDP³, up 7.7% compared to 2022⁴.

For the 2023 financial year, the public debt service (excluding BTA) paid by the State amounted to 1,245.4 billion FCFA, divided between 990.3 billion FCFA for the repayment of the principal and 255.1 billion FCFA for the payment of interest on the one hand, and between 64.2% of payment of the external debt and 35.8 intended for the internal debt.

From 2018 to 2023, still according to the REC/MINEPAT 2023, the weight of public debt service in relation to budgetary tax revenues tripled, going from 18.8% to 57.3% with the weight of the wage bill remaining stable on average around 37.7% of tax revenues. In the same period, operating budgets remained at 98.9% on average of tax revenues until 2022 to fall 61.7% in 2023. As for investment budgets, they went from 27.2% in 2020 to 17.4% in 2023 of total expenditure (- 36%).

Perspectives and Conclusion

The international economic outlook for 2024 remains optimistic with timid and uneven economic growth. Based on the October 2023 update of the macroeconomic and budgetary framework data (IMF), real GDP growth is projected at 4.5% in 2024 and should then average 4.9% over the period 2024-2026.

In Sub-Saharan Africa, if the projected economic growth is 4% in 2024, the BEAC forecasts in the CEMAC Zone are based on growth of 3% in 2024, 3.8% in 2025 and 2.9% in 2026 linked both to good performance of activities in the non-oil sector and to inflation once again brought under control at 2.9% in 2024.

³ Estimated in the BEAC 2023 Annual Report at 26,401 billion FCFA.

⁴ Report on the Cameroonian economy (REC) in 2023, MINEPAT, April 2024.

In Cameroon, the Government's Strategic Orientations for the period 2024-2026 are based on real GDP growth rates of 4.5% in 2024, 4.9% in 2025 and 5.2% in 2026, as well as inflation rates once again under control of 4% in 2024, 3% in 2025 and 2.5% in 2026. In fact, these orientations aim to eventually shift towards a less extroverted consumption economy driven by a significant increase in local production and the industrial transformation of the economy with particular support for agro-industry, a boost to the support mechanism for the import-substitution policy and export promotion. Indeed, the projected growth dynamics between 2024 and 2026 are based on a number of assumptions, including: (i) the effectiveness of programs and projects aimed at distributing agricultural inputs and fertilisers; (ii) improving external demand; (iii) the availability of raw materials for local agro-industries; (iv) the deadlines for commissioning the Nachtigal dam and the levels of densification of energy transmission lines; and (v) the effectiveness of the implementation of the import-substitution policy .

Among the main external risk factors that could call into question the Government's three-year plan for 2024-2026, we can also cite: (1) a possible medium-term decline in commodity prices linked to demand behaviour and global geopolitical tensions; and (2) the continued depreciation of the euro against the US dollar with the direct effects of an increase in external debt servicing and an increase in the cost of imports.

III - ACTIVITY REPORT

3. ACTIVITY REPORT

The CDEC Activity Report for the 2023 financial year is structured around three headings to situate the evolving approach to its progressive operationalisation. They are presented as follows:

- Governance and operationalisation;
- Mobilisation of resources;
- General Facilities and Human Resources Management.

3.1 GOVERNANCE AND OPERATIONALISATION

3.1.1 Implementation of the governance framework

/- Appointment and installation

Although created 15 years ago by Law No. 2008/003 of April 14, 2008 governing deposits and consignments, and organised by Decree No. 2011/105 of April 15, 2011, the Deposits and

Consignments Fund (CDEC), a special type of public institution, has its first executives through three presidential decrees of January 20, 2023 (Chairman of the Board of Directors, General Manager and Deputy General Manager). The latter will be installed by the Minister of Finance. on February 10, 2023 at the Hilton Hotel in Yaoundé.

/- Establishment of CDEC's Internal Tender Board

Following the appointment of the first executives of the CDEC, the Members of its Board of Directors are appointed by presidential decree of April 18, 2023 and the first board meeting of the CDEC is held on May 15, 2023. During this session, eleven (11) resolutions were adopted in accordance with Article 11 of Decree No. 2011/105 of April 15, 2011 organising the CDEC. They focused in particular on the adoption of the Three-Year Strategic Plan (2023-2025), the CDEC budget for the 2023 financial year, the 2023 Procurement Plan, the Organisational chart, the Staff Regulations, the Internal Regulations, the Code of Ethics and Professional Conduct, the Recruitment Plan, the operational status report, as well as the appointment of the General Cashier and certain interim managers.

A second session of the said meeting was held on July 11, 2023 for a readjustment of the budget, as well as the adoption of the organisation and functioning of the Supervisory Committee in accordance with Articles 19 to 25 of Decree No. 2011/105 above.

Finally, the board meeting of December 9, 2023 will, among other things, adopt the CDEC's 2024 budget, its Annual Procurement and Recruitment Plans for the 2024 financial year, and confirm the appointment of a second wave of managers on an interim basis as well.

/- Establishment of the CDEC Internal Procurement Commission

The Internal Tender Board of the CDEC (CIPM-CDEC) was created on February 7, 2023 by an Order of the Minister of Public contracts. The President of the said Commission was appointed on an interim basis on February 14, 2023 and confirmed on April 19, 2023. The sessions of the CIPM-CDEC are held regularly during the year 2023 in relation to the 2023 Procurement Plan adopted by the Board of Directors.

/- Allocation of a site for the construction of the CDEC headquarters

In view of the construction of its head office, the CDEC managers are taking anticipatory steps with the Minister of State Property, Surveys and Land Tenure (MINDCAF) to identify a state-owned plot available in the city of Yaoundé and free of any constraints and disputes, which could be the subject of a sale for the benefit of the CDEC.

In the meantime, in order to start its operational activities, the CDEC has taken up residence in a rental building in the Bastos district of Yaoundé.

3.1.2 Framework for the preparation of regulatory texts

/- Setting up a Project Team

In order to make the CDEC operational as quickly as possible, the General Directorate has set up a multidisciplinary project team bringing together, in addition to the CDEC staff, experts

with varied profiles, representing the Ministry of Finance (MINFI), the Ministry of Economy, Planning and Regional Development (MINEPAT), the Ministry of Justice (MINJUSTICE), the General Directorate of the Treasury, Financial and Monetary Cooperation (DGTFCM) and the Autonomous Sinking Fund (CAA).

The Project Team, made up of three (03) thematic sub-groups, held several meetings which made it possible to develop the roadmap, draft regulatory texts and internal texts, as well as to carry out a certain number of priority actions within the framework of the operationalisation of the CDEC.

/- Appointment of the General Cashier

In accordance with the provisions of Article 28 of Decree No. 2011/105 of April 15, 2011 on the organisation and operation of the Deposits and Consignments Fund, the Board of Directors of the CDEC proceeded with the appointment of the General Cashier on the basis of a list of experts for the position transmitted by the Minister of Finance.

/-Swearing-in of the General Cashier

In application of article 31 of the aforementioned Presidential Decree, the General Cashier of the CDEC took an oath before the Audit Chamber of the Supreme Court.

/- Oath-taking of the Constraint Bearers

In application of the provisions of Article 24 of Law No. 2023/011 of July 25, 2023 governing guarantees and the recovery of debts by public entities benefiting from the Treasury privilege

and Article 36(2) of Decree No. 2011/105 of April 15, 2011 on the organisation and operation of the CDEC conferring the Treasury privilege on this particular type of public entity, the Minister of Finance, on October 24, 2023, issued constraint bearer commissions to six (06) officials of the CDEC. Subsequently, the officials concerned took an oath before the High Court of Mfoundi on October 30, 2023.

3.1.3 Preparation of internal texts and implementation of the law and decree governing the cdec

3.1.3.1 Preparation and adoption of internal texts

/-Three-Year Strategic Plan 2023 – 2025

The Three-Year Strategic Plan 2023-2025 (PST) is developed in accordance with Article 27 of Decree No. 2011/105 of April 15, 2011 on the organisation and operation of the CDEC and adopted by the Board of Directors on May 15, 2023. It is a guidance document that constitutes the compass of the CDEC's actions over this period. It summarises an analysis of the CDEC's macroeconomic environment, its vision, its missions, its economic model, the synthetic business plan, and the envisaged execution plan of the PST 2023-2025.

/- Internal organisation and organic framework

In accordance with Article 11 of Decree No. 2011/105 of April 15, 2011 on the organisation and operation of the CDEC, the Board of Directors of the latter approved its Organisational Chart

and Organic Framework to distinguish the different work stations with profiles, activities, and staff with a view to ensuring that all activities are properly controlled at all levels. They make it possible to implement a performance approach linked to the overall strategy of the CDEC and thus guarantee an organisation a financial and accounting management in accordance with private rules.

This internal organisation distinguishes between Attached Services, Support Services and Business Services. It has provided for thirteen (13) Director positions, twenty-seven (27) Department Head positions and sixty-six (66) Service Head positions.

/- Staff Status

The CDEC Staff Regulations adopted by the Board of Directors define the general principles and fundamental conditions of employment, as well as the rights, benefits, obligations and duties of said staff. It thus applies to agents recruited and governed according to the provisions of the Labour Code, as well as to State agents and civil servants made available or seconded to the CDEC, subject to the regulatory provisions governing them in their original framework. The Chairman of the Board of Directors, the board members and the management executives are excluded from the scope of this regulation.

The document includes 112 articles, grouped into 7 titles and 18 chapters, as well as 8 annexes.

/- Internal regulations

The CDEC's internal regulations cover the main rules of hygiene, safety and discipline within the organisation and apply without reservation or restriction to all CDEC staff only by virtue

of their hiring. As such, it regulates:

- Rules on lateness and absence, instructions on the use of professional equipment, the manifestation of employees' religious and political beliefs, dress codes, disciplinary sanctions, etc.;
- Hygiene rules, including the ban on smoking in the premises, the consumption of alcoholic beverages and the introduction of food into the CDEC;
- The rules of access of movement within the various offices and the fire prevention and evacuation instructions.

The internal regulations include twenty-six (26) articles grouped into five (05) chapters.

/- Code of ethics and professional conduct

In order to provide itself with a reference for public use to determine the conduct that third parties are entitled to expect in their dealings with the CDEC, and through its desire to offer a service that is both professional and exemplary linked to the importance of its fundamental and specific missions, the Fund has equipped itself, through its Board of Directors, with a Code of Ethics and Professional Conduct. This is a charter of applicable good practices, standards and major ethical principles that are part of the composition of the fundamental values and in the spirit of the laws in force in the CDEC environment and which apply to all its staff.

/- Organisation and operation of the CDEC Supervisory Committee

The Supervisory Committee of the Deposits and Consignment Fund of Cameroon is a

specialised technical body of the Board of Directors that monitors the accounts and operations relating to equity investments and loans granted by the CDEC. In order to materialise its operationalisation, a text was drawn up on its organisation and operation, as well as the launch of a notice of manifestation submitted to the attention of the Minister of Finance for the selection of the five (5) members who constitute it because of their skills in economic and financial matters.

3.1.3.2 Preparation of implementing texts for the law and decree governing the CDEC

/- Evolution of the regulatory framework of the CDEC

The main regulatory texts below will gradually materialise the operationalisation of the CDEC during the year 2023 :

- Law No. 2023/011 of July 25, 2023 governing guarantees and the recovery of debts by public entities benefiting from the Treasury privilege;
- Decree No. 2023/036 of January 20, 2023 appointing the Director General of the CDEC;
- Decree No. 2023/037 of January 20, 2023 appointing the Deputy Director General of the CDEC;
- Decree No. 2023/035 of January 20, 2023 appointing the Chairman of the Board of Directors of the CDEC;
- Decree No. 2023/207 of April 18, 2023 appointing the members of the Board of Directors of the CDEC;
- Decree No. 2023/08500/PM of December 1, 2023 establishing the terms of transfer of funds and assets assigned to the CDEC;

- Order No. 00022/MINFI of December 1, 2023 establishing the terms of constitution and release of the caution of the General Cashier of the CDEC;
- Order No. 00023/MINFI of December 1, 2023 establishing the rules relating to the financial and accounting organisation, the procedures for withdrawal, deposit and release of funds and/or securities held by the CDEC;
- Agreement establishing the terms of management of operations between MINFI and CDEC signed on November 15, 2023;
- Treasury Administration – CDEC Agreement defining the terms of the interests to be paid by the Public Treasury on the assets available to the CDEC in the latter's accounts and those of use of the Treasury Accountants by the CDEC, as Agents, signed on December 15, 2023.

This regulatory framework allowed the CDEC to truly begin its deployment and its entry into the national financial ecosystem.

3.2 MOBILISATION OF RESOURCES

As part of the mobilisation of the resources allocated to it, the CDEC adopted a participatory and consensual approach consisting of meeting with all the stakeholders concerned by its activities. Beyond the presentation of the missions of the CDEC and awareness-raising on the ongoing reform, this approach aimed to request the concerns, problems and specificities of the different parties in order to take them into account in the preparation of the appropriate transfer mechanisms to be put in place.

3.2.1 Identification of CDEC resources and their holders

In order to collect the resources allocated to the CDEC scattered among several actors, the strategy deployed by the CDEC consisted first, in carrying out an inventory and taking stock of the situation with the aim of identifying the resources assigned to it to it and the actors in possession of them. This step resulted in the development of a map of the resources allocated to the CDEC and a directory of the various actors holding said resources.

3.2.2 Start of meetings with the main stakeholders holding CDEC Resources

On the basis of the aforementioned mapping, the Minister of Finance and the General Manager of the CDEC contacted all stakeholders holding said resources during the year 2023, asking them to declare and transfer the funds and assets on deposit and consignment in their books.

These include banks, insurance companies, legal professions and public service concessionaires (water, electricity, telephony, housing). The CDEC was able to record several feedbacks from these stakeholders which made it possible to carry out the first mobilisation projections according to certain hypotheses.

In the same vein and in accordance with the participatory approach adopted, the CDEC organised several meetings with a view to gaining the support of the various stakeholders for the reform.

3.2.3 APECCAM and heads of banking establishments

Consultation meetings with the Professional Association of Credit Institutions of Cameroon (APECCAM) were held throughout 2023 to present the missions of the CDEC, clarify certain key concepts and discuss the modalities for transferring funds assigned to it, in particular inactive accounts, term deposits of public sector entities and guarantees on public contracts .

In order to reassure them of the CDEC's commitment to working with them, bilateral meetings with the banks were also organised in order to establish the partnership approach and the major and complementary role that they will have to continue to play in supporting the achievement of the CDEC's public service mission.

3.2.4 CIMA, ASAC and insurance company executives

In the same vein, the year 2023 also allowed the CDEC to make contact with the Association of Insurance Companies of Cameroon (ASAC) and the Secretary General of the Inter-African Conference on Insurance Markets (CIMA) with a view to initiating discussions on the modalities for transferring dormant insurance contracts to the books of the companies concerned. Collaboratively, the CIMA authorities reassured the CDEC of their commitment to facilitate and support its operationalisation and the process of transferring dormant funds, an operation already carried out in the deposit funds of other member countries.

3.2.5 MINMAP and ARMP

The start of the reflection on the positioning of the CDEC, as a new entity, in the current architecture of public contracts is effective with the main regulatory bodies that are the Ministry of Public Contracts (MINMAP) and the Public contracts Regulatory Agency (ARMP). The subsequent work taking place in 2023 within the framework of a Working Group aims to find the treatment of guarantees on public contracts ensuring better protection of the interests of the State at their enforceable phase.

3.2.6 National Chamber of Notaries and National Chamber of Bailiffs

The 2023 financial year allows the CDEC to organise meetings with the National Chamber of Notaries of Cameroon (CNNC) and the National Chamber of Bailiffs in order to present its missions, analyse the provisions of its regulatory framework relating to their activities, and assess the possibilities of establishing mutually beneficial partnerships to facilitate its operationalisation.

Furthermore, as part of a lasting partnership, the CDEC supported the CNNC through financial institutional support as part of the organisation of the African Notaries Congress which was held in October 2023 at the Yaoundé Conference Centre.

A draft partnership agreement was drawn up during 2023 by the CDEC and sent to the CNNC.

Discussions between the various stakeholders mentioned above are continuing in order to finalise the said agreement, to define the optimal terms for transferring funds held by notaries, and to develop by consensus an optimal operating method adapted to the requirements of the notarial profession.

3.2.7 Water, electricity, telephone and housing concessionaires

Several consultation meetings were held in 2023 with a group of professional sectors which have managed the deposits paid to date, particularly in the areas of water, electricity, telephony and housing.

These meetings made it possible to draw up draft agreements governing collaboration between the CDEC and telephone operators in the management of their customers' deposits, as well as draft transfer reports.

3.2.8 Others subject to the scope of the CDEC

Other entities are also concerned by the entry into operation of the CDEC. In this regard, during the year 2023, the Administrations in charge of the Treasury, Taxes and Customs, the Presidents of the Courts of Appeal of the Centre and the Littoral, as well as the actors of the forestry and port sectors are formally notified to take stock of the functioning of the different sectors concerned. Bilateral and multilateral meetings are being organised and allow for reflection with all the actors involved in order to define in a concerted manner the positioning of the CDEC, as a new entity, in each sectoral architecture, without complicating the procedures or constituting an obstacle to the proper conduct of operations.

3.2.9 Transfer of unclaimed funds held by Allianz Vie Cameroun

As of October 31, 2023, the CDEC signed with the insurance company Allianz Vie Cameroun the Statement of Transfer of funds valued at just over 1.5 billion representing the historical stock of unclaimed contracts in the books of this company.

In fact, this operation constitutes the first spontaneous transfer operation by a citizen company registered within the framework of the mobilisation of resources allocated to the CDEC.

3.2.10 Signing of a Partnership Agreement with Banque Atlantique Cameroun

On November 2, 2023, the CDEC signed a pilot partnership agreement with Banque Atlantique Cameroun to supervise the management of funds and assets assigned to the CDEC. This agreement aimed to reassure all depositories and consignees, as well as other stakeholders holding CDEC resources that the latter does not constitute a threat likely to destabilise the banking system, but rather, plays an additional and complementary role in the Cameroonian financial ecosystem.

3.2.11 Signing of the Agreement between the Treasury Administration and the CDEC and transfer of funds entered in the Treasury accounts

On December 15, 2023, the Minister of Finance and the General Manager of the CDEC will sign the agreement defining the terms of the interests to be paid by the Public Treasury on the assets available to the CDEC in the latter's records and those of use of the Treasury Accountants by the CDEC, as agents.

3.2.12 Ongoing negotiations with other financial institutions

In line with the participatory approach initiated during 2023 and building on the signing of the pioneering agreement with Banque Atlantique du Cameroun, partnership agreements are currently being negotiated with other credit institutions.

3.3 GENERAL FACILITIES AND HUMAN RESOURCES MANAGEMENT

3.3.1 General facilities

3.3.1.1 Rental, fitting out and equipment of the CDEC Headquarters building

A building located in the Bastos district was rented by the CDEC to house its headquarters.

Over-the-counter authorisations relating to certain development and equipment acquisition contracts are obtained from MINMAP and the related work is carried out smoothly in order to allow the installation of CDEC staff towards the end of the third quarter of 2023.

3.3.1.2 Execution of the CDEC 2023 Procurement Plan


As of December 31, 2023, the revised Procurement Plan of the CDEC, composed of sixteen (16) projects for an estimated amount of 2.329 billion FCFA. Many projects make up this Plan, including: the acquisition of the “Core Banking” Amplitude application, the development of certain spaces in the headquarters building, the supply of office furniture, the acquisition of a generator, computer equipment and automotive equipment, and others.

3.3.2 Human Resources Management

As of December 31, 2023, the Deposits and Consignment Fund of Cameroon has a total workforce of forty-four (44) agents, made up of executives, supervisors and employees.

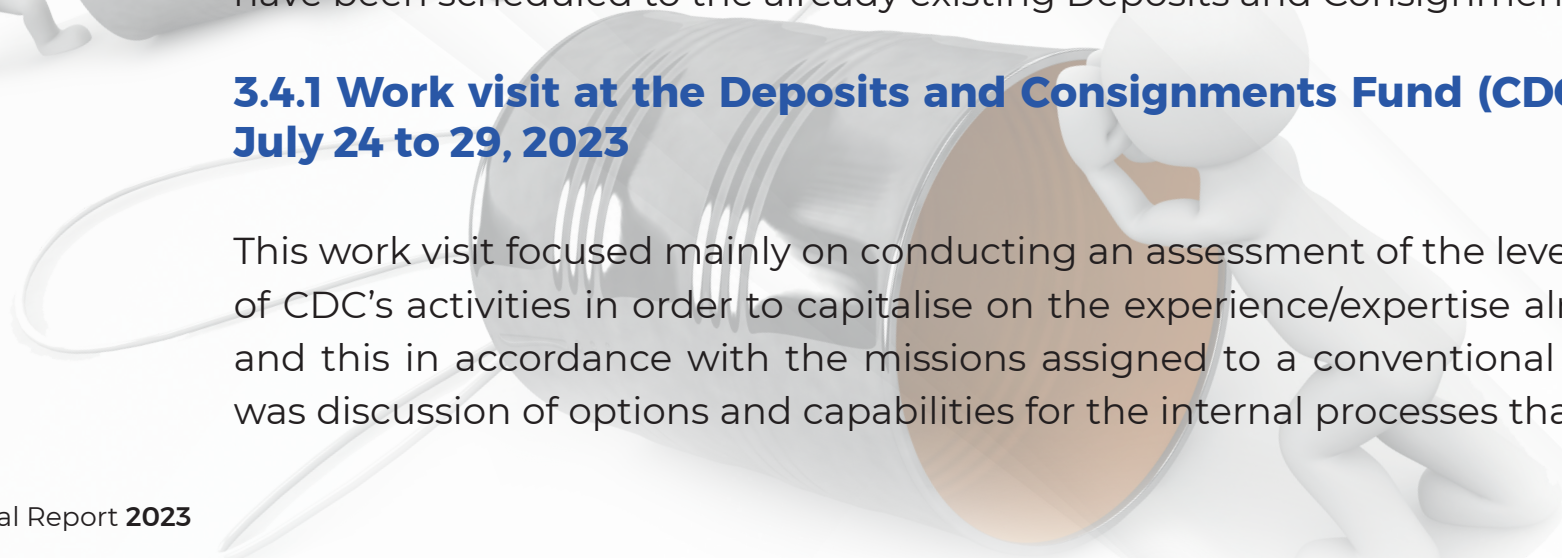
Capacity building in this start-up phase of the CDEC is limited in 2023 to the appropriation of new social electronic filing techniques (CNPS) and Change Management and Leadership.

3.4 INTERNATIONAL ACTIVITY



The Deposits and Consignments Fund (CDEC), a public institution created by the law of April 14 2008, was made operational by decrees of the Head of State of January 18 2023, appointing its first leaders. Following this step to make the activities of the CDEC effective, the Board of Directors approved the three-year action plan of the Fund under which several working visits have been scheduled to the already existing Deposits and Consignment Funds.

3.4.1 Work visit at the Deposits and Consignments Fund (CDC) of Gabon, from July 24 to 29, 2023



This work visit focused mainly on conducting an assessment of the level of implementation of CDC's activities in order to capitalise on the experience/expertise already acquired by it, and this in accordance with the missions assigned to a conventional deposit fund. There was discussion of options and capabilities for the internal processes that are responsible for

the day-to-day execution of CDC activities. These processes refer to resource mobilisation, investment, financial and accounting management, information system, risk management, audit and internal control. The work visit also aimed to agree on a permanent framework for collaboration on common projects and challenges among deposit funds in the sub-region.

3.4.2 Work visit at the Deposits and Consignments Fund (CDC) of Senegal, from August 13 to 19, 2023.



The objectives of this mission were to assess the level of implementation of the activities of the Senegalese CDC in order to capitalise on the expertise already acquired by it, discuss the options and capabilities of the various structures that are responsible for the day-to-day execution of CDC activities, and possibly agree on a permanent framework for collaboration on common projects and challenges among the Deposit Funds.

3.4.3 Work visit at the Deposits and Consignments Fund (CDC) of Benin, from August 28 to September 1st, 2023.



Led by its General Manager, Mr RICHARD EVINA OBAM, a delegation of the Cameroon Deposits and Consignments Fund (CDEC) carried out a benchmarking mission to the Benin Deposits and Consignment Fund (CDC Benin), from August 28 to September 1st, 2023 as part of the operationalisation of the CDEC.

During five (05) days of immersion in the Beninese soil, the CDEC delegation exchanged with all departments of the CDC Benin to understand its functioning and absorb its experiences. The main themes addressed were: resource mobilisation, investment, financial and accounting management, information system, risk management, audit and internal control, investment and placement strategies, as well as human capital management.

3.4.4 Work visit at the Deposits and Consignments Fund (CDC) of France, from October 22 to 27, 2023.

After the African Funds (Gabon, Senegal, Benin), it was essential to turn to the Deposits and Consignments Fund of France, which seems to be in any case the most complete model because of its history and its continuous evolution since its creation in 1816. The primary objective of this benchmark mission was to immerse in CDC France, in order to absorb its rich experience and be able to adapt to Cameroonian context, the aspects that could constitute important levers at the current stage of its operationalisation.

IV - FINANCIAL REPORT

4. FINANCIAL REPORT

4.1 Balance sheet as of December 31, 2023

At the close of this inaugural financial year, the total balance sheet amounts to FCFA 3,916,631,915.

1. **On the assets side:** The assets held by the CDEC include 1,917,358,331 in cash, mainly consisting of the transfer of dormant accounts of the company Allianz Vie Cameroun established at FCFA 1,541,714,299 and the claim on the State of FCFA 1,000,000,000 representing the balance of the expected allocation for the 2023 financial year.
2. **On the liabilities side:** Equity, consisting mainly of “Capital by allocation”, is negatively impacted by a net loss of 1,172 million FCFA, thus reducing the balance sheet total to 2,188 million FCFA. The net loss results from the lack of turnover recorded during the 2023 financial year.



Stable resources amount to FCFA 3,791,934,400. They consist mainly of the net result at the end of December 2023 which amounts to FCFA - 1,172,140,797 on the one hand, and on the other hand, deposits and consignments made with the Fund in the amount of FCFA 1,564,609,323.

December 31, 2023

(In millions of FCFA)	31/12/2023
ACTIVE	
TANGIBLE FIXED ASSETS	825 958 782
Arrangements, fittings and installations	409 588 851
Equipment, furniture and biological assets	318 508 821
Transport equipment	97 861 110
TOTAL FIXED ASSETS	825 958 782
Customers	0
Other receivables	1 173 314 802
TOTAL CURRENT ASSETS	1 173 314 802
Values awaiting collection	22 500 000
Banks, postal checks, cash and similar	1 894 858 331
TOTAL CASH - ASSETS	1 917 358 331
TOTAL ASSETS	3 916 631 915
LIABILITIES AND EQUITY	
Capital	3 360 000 000

Net result for the financial year (Profits + or losses -)	- 1 172 140 797
Investment grants	0
Regulated provisions	0
TOTAL EQUITY AND ASSIMILATED RESOURCES	2 187 859 203
Loans and various financial debts	1 564 609 323
Lease purchase debts	0
Provisions for risks and charges	39 465 874
TOTAL FINANCIAL DEBTS AND ASSIMILATED RESOURCES	1 604 075 197
TOTAL STABLE RESOURCES	3 791 934 400
Current debts HAO	0
Customers, advances received	0
Operating suppliers	63 140 753
Tax and social security debts	52 826 490
Other debts	8 730 272
Provisions for short-term risks	0
TOTAL CURRENT LIABILITIES	124 697 515
Banks, discount credits	0
Banks, financial institutions and cash loans	0
TOTAL CASH - LIABILITIES	0
Conversion difference - Liabilities	0
TOTAL LIABILITIES AND EQUITY	3 916 631 915

Source: Department of Accounting and Taxation (DCF)

4.2 Income Statement as of December 31, 2023

As of December 31, 2023, the operation of CDEC Cameroon generated a net loss of FCFA 1,172,140,797 due to the absence of operating income generated during the period.

Income statement as of December 31, 2023

(In millions of FCFA)	31/12/2023
TURNOVER	0
Operating grants	0
Other purchases	- 105 376 697
Transports	- 70 963 697
External services	- 465 572 567
Taxes and duties	- 5 617 877
Other charges	- 71 994 239
ADDED VALUE	- 719 525 077
Personnel costs	- 387 222 559
GROSS OPERATING PROFIT	- 1 106 747 636
Depreciation and provisions	- 65 393 161
OPERATING RESULT	- 1 172 140 797
NET RESULT	- 1 172 140 797

Source: General Fund (CG)

V - PERSPECTIVES

5. CDEC PERSPECTIVES

In 2023, the Deposits and Consignment Fund of Cameroon set up its governing and deliberative bodies, started the implementation of its information system, for better operationalisation. To this end, the following main activities were carried out:

a. On regulatory and strategic levels

As part of the operationalisation of the CDEC, three (03) implementing texts of Law No. 2008/003 of April 14, 2008 governing deposits and consignments, and Decree No. 2011/105 of April 15, 2011 on the organisation and operation of the Deposits and Consignment Fund are still awaited. These are:

- Draft PM decree determining the terms of implementation of the thirty-year forfeiture applicable to the CDEC provided for in Article 10 of the aforementioned 2008 law;
- Draft MINFI decree establishing the terms of transactions on capital and debt

- securities provided for in Article 43 of the aforementioned 2011 decree;
- Draft MINFI decree setting the rates and method of calculating interest on deposit accounts opened with the CDEC and on the sums deposited as provided for in Article 52 of the aforementioned 2011 decree.

A modification of the CDEC's procurement process is also expected in order to comply with the regulatory requirements linked to the legal status of a public enterprise and the recruitment by call for tender of an Auditor.

From a strategic point of view, the Three-Year Strategic Plan (2023-2025) will be updated to better illustrate the CDEC's economic model and its main growth levers, while providing revised projections of resources to be mobilised. Other strategic orientation documents relating to the doctrine and strategies for investment, placement and financing of public policies, as well as the prudential risk management model will also have to be drafted.

b. On the human and technical levels

Continuing its operationalisation, the General Management of the CDEC is aware that the growth yield will not exceed its growth investment in order to expose itself to more favourable winds of opportunities. Consequently, it will strengthen its internal skills and gradually acquire the technical skills necessary for its operation in accordance with its official organic framework and according to the challenges encountered and the risks identified.

The sharing of experiences and the signing of partnerships, all more targeted, between the CDEC and the West African deposit funds, from Morocco, France and Quebec, as well as with institutional entities such as FEICOM, FAGACE are envisaged in order to equip the CDEC on resource mobilisation mechanisms, third-party account management, the digital shift, and innovative mechanisms to support the financing of SMEs and decentralised local authorities.

c. In terms of the development of business activities

The aforementioned decree of the Prime Minister of 1 December 2023 sets the deadline of 31 May 2024 as the strict deadline for the transfer of all resources assigned to the CDEC. Once this deadline has expired, the CDEC reserves the right to use all legal and regulatory mechanisms to enforce the obligations to transfer the funds and/or assets assigned to it (Constraint Bearer/Treasury privilege).

However, the CDEC's future activities will be mainly devoted to mobilising resources and continuing to raise awareness among stakeholders in an approach of conciliation, active dialogue and negotiation in order to ensure the sustainability of its projections, its structural sustainability and the resulting investment forecasts.

Based on the overall resources mobilised during the 2024 and 2025 financial years, the CDEC intends to deploy its resource fructification policy in order to begin consolidating its equity in accordance with its investment doctrine (to be adopted). The opportunities offered by the recovery mechanisms and the national and CEMAC capital markets will be the main fructification basins used.

In the same vein, and in order to contribute to national economic growth towards the emergence defined by the SND30, and depending on the volume of resources mobilised, the CDEC will target investment sectors in line with its investment policy and government priorities in order to support sectoral public policies. The creation of joint ventures with existing structures that serve specific sectors of the economy such as FEICOM, SNI, and BC-PME is currently underway to strengthen their investment resources and allow the CDEC to deploy prudently.

In order to expand its international partnership network, CDEC Cameroon intends to join the Association of African Development Finance Institutions (AADFI), which is an umbrella organisation of Development Finance Institutions (DFIs) in Africa. It would thus become the second Deposits and Consignment Fund of Africa to join this association after that of Benin. This will enable it to participate in both the World Development Finance Forum and other networking activities that create opportunities.

d. In terms of the development of support activities

The CDEC will equip itself with standardised tools for managing its performance and institutional communication tools, in particular through the implementation of a reporting system and operational dashboards, the development of business procedures and supports, as well as the adoption of an investment doctrine and policy in order to supervise its investment activities and its management of partners.

The CDEC also intends to strengthen its positioning as a trusted third party and long-term catalyst by carrying out communication operations aimed at making its missions and achievements better known to national and international opinion.

e. On the digital level

Aware that the competitiveness of financial service providers such as the CDEC is today strongly impacted by the digitalisation and security of its activities and its business and support processes, the CDEC intends to carry out its digital transformation and articulate all its business processes around the automation of production mechanisms in order to combine organisational efficiency and comparative advantage over financial institutions operating in its sphere of competition.

Consequently, the CDEC Cameroon is considering the implementation and securing of its information system for better operationalisation with the realisation of the following main activities:

- The redesign of the fund website and intranet;
- Improvement of the resource management component (consignments and de-consignments) to interface directly with the accounting system;
- Implementation of IP telephony system to facilitate internal and external communications;
- The establishment of an Intranet for sharing the documentary base of policies, procedures and other publications of the Fund;
- The development of operational unit procedure manuals;
- The establishment of monitoring and evaluation tools and dashboards for operational units;

- The acquisition of additional IT equipment (computers, printers, photocopiers and office software), configured, secured and installed for the benefit of staff;
- Ongoing training of staff on office automation tools for optimising work, in particular collaborative work, electronic document management, electronic archiving as well as awareness and monitoring of the security of information systems.
- Development of the IT Master Plan (SDI) with a view to clearly defining current and future needs which enable the optimisation and security of the entire information system

f. In terms of communication

With a view to establishing productive partnerships and enabling institutional communication, emphasis will be placed on:

- The development of the ESG policy and the investment doctrine in the projects that the CDEC finances;
- Strengthening its presence on social networks (Facebook, Twitter, LinkedIn);
- Participation in forums and other thematic meetings to strengthen its visibility.

g. In terms of mobilisation projections

The resource mobilisation forecasts for the year 2024 are established in high and low hypotheses as follows:

	2024	
	High hypothesis	Low hypothesis
	Amounts in *Billions of FCFA	
Deposits and consignments held by the Treasury	18	18
Deposits held by legal officers	10	6
Funds placed under sequestration	16	8
Other Court Deposits	5	3
Public procurement bonds	5	3
Inactive Accounts	39	31
Unclaimed Insurance Contracts	2	1
Term deposits	5	2
Conventional Consignments	22	18
Funds managed on behalf of third parties	0	0
Other resources	0	0
TOTAL REGULATED RESOURCES	122	90

TROMBINOSCOPE



Mr EVINA OBAM Richard

General Manager



Mrs SOPPO ETAME

Anne Geneviève epse KINGUE

Deputy General Manager



**Mr NWATCHOK
ROD CHARLY**
*General
Casher*



**Mr OTTOU OWONA
Yvan Serge**
*Director
of General Affairs*



**Mr ABDOURAOUFI
Ibrahim**
*Director
of the Legal Affairs*



**Mr MOHAMADOU
Baba**
*Director
of Ressources Mobilisation*



**Mr ATEKWANA
Franco AYEH**
*Director
of Information Systems*



**Mr ZE MENDO
Gérard**
*Director of Strategy,
Cooperation and Performance*



**Mr KITTI KITTI
Alain Samuel**
*Director of Compliance
and Permanent Control*



**Mrs KOLOKO Marie-Paule
epse AMBOUA NDANGA**
*Director
of Risk Management*



**Mr HAMZA
AMINOU**

*Head of Administrative and Budgetary
Affairs Department*



**Mrs BEUFANG SOBDJANG
Yvette epse ESSAMA**

*Head of Human
Ressources Department*



**Mr MVONDO MENDIM
Frédérick Pascal**

*Head of Accounting and
Taxation Department*



**Mrs NKOGO ETABA
Yvette Sylvie**

*Head of Control and
Verification Brigade*



Mr ZANGA MBARGA Michel W.

*Head of Department for the Mobilisation
of Administrative and Conventional
Consignments*



**Mrs MEYO ATE Lena
Anaïs epse ZINTCHEM**

*Head of Department for the Mobilisation
of Judicial Deposits and Consignments*



**Mr ANGOUING
Ange-Nelson**
*Head of Cooperation and
Development Department*



**Mrs NGO MATAGA
Joséphine Rose**
*Head of Management
Control Department*



**Mr NONKI NKUETE
Mathieu**
*Head of Strategy, Research
and Reporting Department*



**Mr ABENA
Christian Stéphane**
*Head of Treasury
Department*



**Mr OBAM NANGA
Joël Fabrice**
*Head of Quality, Research
and Projects Department*



DEPOSITS AND CONSIGNMENTS FUND

Bastos, Yaounde Joseph Mballa Eloumdem Street

P.O. Box. : 35567 Yaounde

Tel. : (+237) 222 23 61 03

E-mail : info@cdec.cm

Web Site : www.cdec.cm